

Actu' DGER

Le mensuel de la Direction Générale de l'Enseignement et de la Recherche

L'ÉDITO



ACTUALITÉS DU MOIS

- ▶ **ENSEIGNEMENT TECHNIQUE**
- ▶ **ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR**
- ▶ **RECHERCHE**
- ▶ **INTERNATIONAL**

DOSSIER DU MOIS

EPA-2
«ENSEIGNER À PRODUIRE AUTREMENT, POUR LES TRANSITIONS ET L'AGRO-ÉCOLOGIE»



ACTUALITÉS RÉGIONALES

- ▶ **ACTUALITÉS DES ÉTABLISSEMENTS**

INFORMATIONS PRATIQUES

- ▶ **À LIRE**
- ▶ **À NOTER**
- ▶ **À DÉCOUVRIR**
- ▶ **NOMINATIONS**
- ▶ **ARRIVÉES ET DÉPARTS**



JANVIER 2022

N°10

Édito

Début 2020, Madame Frédérique Vidal, Ministre de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche et de l'Innovation, m'a confié la présidence d'un groupe de travail ayant pour objectif d'examiner « la question de la sensibilisation et de la formation de l'ensemble des étudiants de notre système d'enseignement supérieur aux grands enjeux de la transition écologique ». À ce titre, je suis très heureux de répondre à l'invitation qui m'est faite d'ouvrir ce dossier consacré à la mise en place du nouveau plan EPA-2 « Enseigner à Produire Autrement, pour les transitions et l'agro-écologie ». Ce plan a l'ambition de développer les compétences professionnelles et citoyennes des apprenants et de leur permettre de contribuer activement aux transitions alimentaires, agro-écologiques et plus largement à toutes les transitions indispensables pour inventer un nouveau modèle. Clairement, par sa vocation à mobiliser l'ensemble des acteurs de l'enseignement agricole technique et supérieur, publics et privés, aux niveaux national, régional et local, il est parfaitement en phase avec l'ambition de notre groupe de travail qui plaide pour une large mobilisation de tous les établissements contribuant aux activités d'enseignement supérieur, quelle qu'en soit la nature ou la tutelle, la discipline ou le caractère professionnel ou académique.

Au-delà ces quelques lignes me permettent de rappeler l'urgence de la lutte contre le réchauffement climatique et en faveur de la préservation de la biodiversité. Ce sont là deux éléments centraux de cette transition écologique qui néanmoins recouvre un spectre beaucoup plus large d'aspects environnementaux mais aussi économiques, sociaux et culturels. Comme en témoignent de nombreux rapports, dont celui que le GIEC a en 2019 consacré à l'utilisation des terres, l'évolution de nos pratiques agricoles et alimentaires constitue un des leviers d'action susceptible de contribuer aux objectifs de diminution de nos émissions de gaz à effet de serre. Par ailleurs le lien entre agriculture et biodiversité est largement souligné par l'IPBES qui, dans son rapport également publié en 2019, met en avant l'intérêt des pratiques agroécologiques. Pour répondre à cette double urgence, climat et biodiversité, nos sociétés sont appelées à profondément se transformer au cours des prochaines décennies. Les jeunes d'aujourd'hui seront des acteurs clé de cette transformation et il est essentiel qu'ils soient préparés à progressivement mieux appréhender les multiples facettes de ces enjeux. Je suis convaincu que le plan EPA-2 présenté dans ce dossier y contribuera efficacement.

Jean Jouzel
Directeur de Recherche émérite au CEA,
Membre de l'Académie des Sciences

Le mot de la directrice générale

L'actualité de l'année 2022 sera, à n'en pas douter, encore très riche et, malgré la crise sanitaire qui perdure, l'enseignement et la recherche agricoles seront toujours pleinement mobilisés au service de la réussite des jeunes et des bénéficiaires de formation continue et du développement durable.

Ce numéro d'Actu'DGER illustre particulièrement nos actions au service des transitions et de l'agro-écologie. Vous en apprécierez comme moi, je l'espère, toute la vitalité et la diversité. Elles sont le fruit de l'engagement au quotidien tant des hommes et des femmes qui travaillent dans nos établissements et nos services que des jeunes eux-mêmes, que nous soutenons dans leur volonté d'être acteurs et maîtres de leur avenir.

Une année 2022 également placée sous le signe de l'Europe : année européenne de la jeunesse et présidence française de l'Union européenne le 1er semestre. Forts de notre tradition et de notre savoir-faire en matière d'interculturalité et de coopérations internationales et européennes, faisons briller les étoiles dans les yeux !

Je vous remercie chaleureusement pour tout le travail accompli lors de l'année écoulée et présente à chacune et chacun d'entre vous mes meilleurs vœux de bonheur, de santé et de réussites pour cette nouvelle année.

Valérie Baduel
Directrice générale
de l'enseignement et de la recherche



ENSEIGNEMENT**Troisième édition du prix littéraire Pégase Jeunes**

Le 14 octobre 2021, l'Institut Français du Cheval et de l'Équitation (IFCE) de Saumur a accueilli la troisième édition du Prix Pégase Jeunes de l'enseignement agricole. Le Prix Pégase récompense depuis 1989 un ouvrage contribuant à la diffusion de la culture équestre. Décerné par 50 jeunes à l'auteur d'un livre traitant de la thématique équine, il a permis d'investir un lieu chargé d'histoire et vivant de la passion du cheval.

L'idée de transposer son principe originel à l'enseignement agricole a germé au début de l'année 2016. En octobre de la même année, le Prix Pégase Jeunes avait été décerné à Stéphanie Grant Milham pour son livre *Notes et entretiens avec le maître Nuno Oliveira*. Deux ans plus tard, c'est *Dans les pas du fils* de Renaud François, Tom François et Denis Labayle qui avait été récompensé.

Des jeunes d'horizons multiples unis par la lecture

Sa troisième édition a une nouvelle fois réuni des jeunes d'horizons très variés, inscrits en filière hippique et scolarisés en lycées ou en formation par voie d'apprentissage, au sein d'établissements de l'enseignement agricole public et privé sous contrat.

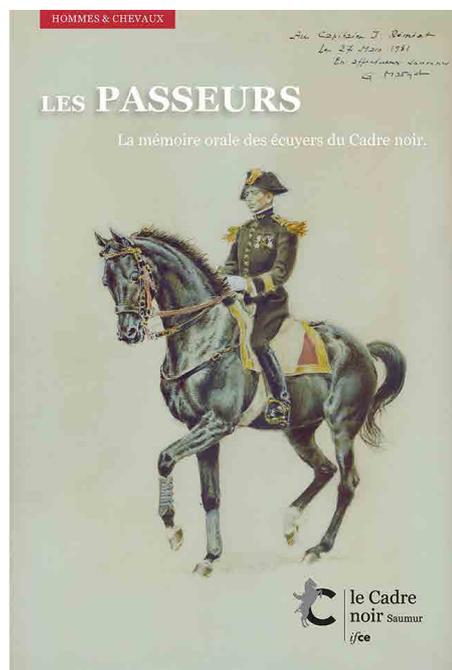
Depuis le début de l'année 2020, ces jeunes ont réceptionné et lu deux ouvrages traitant de la thématique équine : *Briller pour les vivants* de Jérôme Hallier et *Les passeurs, la mémoire orale des écuycers du Cadre noir*, ouvrage collectif édité par l'IFCE.

Après une première phase de lecture de ces ouvrages et une seconde de débats au sein de chaque classe, l'ensemble des participants se sont réunis à l'IFCE de Saumur pour échanger leurs points de vue et procéder à l'élection du lauréat du Prix Pégase Jeunes 2021. A l'unanimité, ils ont choisi de distinguer l'ouvrage de Jérôme Hallier, appréciant notamment sa capacité à questionner le rôle du cheval dans l'évolution personnelle du cavalier, à partir de l'histoire tourmentée du Baron Nishi (1902-1945).

A la rencontre de leurs futurs métiers

Mais outre son intérêt littéraire, le Prix Pégase a été également pensé comme une formidable opportunité pédagogique et professionnelle, permettant aux jeunes de rencontrer les personnels de l'IFCE et de s'immiscer dans la vie de cette illustre institution.

Vitrine d'une discipline reconnue au patrimoine immatériel de l'humanité par l'Unesco, et acteur de pointe de sa pratique moderne, l'IFCE a ouvert toutes ses portes aux lycéens. Après une première intervention dédiée à l'importance du respect des règles de sécurité dans tout travail au contact d'animaux vivants, les jeunes ont pu rencontrer les selliers, maréchaux-ferrants, soigneurs ou encore écuycers et cavalier. Ces moments leur ont notamment permis de matérialiser les horizons professionnels d'une filière équine dont ils représentent l'avenir.



Les passeurs, la mémoire orale des écuycers du Cadre noir (Vol. I), ouvrage collectif édité par l'IFCE de Jérôme Hallier



Appel à projet « Génération 2024 » – 10 lauréats dans l'enseignement agricole

Le 20 mai 2021, la direction générale de l'enseignement et de la recherche (DGER) lançait un appel à projet auprès des établissements de l'enseignement agricole afin de valoriser la dynamique de ce dernier autour des Jeux Olympiques et Paralympiques 2024..

Cet appel à projets a pour objectif l'organisation d'actions singulières sur la thématique des JOP tout en développant des passerelles entre le monde scolaire et le mouvement sportif afin d'encourager la pratique physique et sportive des jeunes.

20 établissements ont déposé un dossier de candidature et 10 projets ont été retenus

Liste des lauréats :

- LEGTPA Roanne Chervé-Noirétable (42) : Chervé dans les starting-blocks pour Paris 2024
- MFR du pays Montbeliard (25) : Partageons notre monde
- LEGTA Lucie Aubrac (71) : Open Mac Day 3x3 2021
- LEGTA Jacques Bujault (79) : Bujault bouge pour 2024
- LEGTA Michel Rocard (98) : Valeurs et partage, diversité et fraternité, le défi des jeux ensemble à Pouembout
- Lycée agricole la Cazotte (12) : From Beijing to Paris : a year of sports
- LPA Clair Foyer (82) : Destination 2024 kilomètres
- LEPAP Maurice Clavel (34) : Sportons l'olympisme
- LEGTA Jules Rieffel (44) : Nantes terre Olympique
- MFR Segré (49) : À la découverte de Paris 2024

Outre le fait que cet appel à projet va promouvoir les actions en établissements agricoles sur les pratiques sportives par la création d'un clip vidéo, il aura également permis à 8 établissements de s'engager dans une demande de labellisation Génération 2024.

Exemple de projet reçu illustrant parfaitement le lien avec la thématique Génération 2024 et valorisant la semaine olympique et paralympique :

LEGTPA Roanne Chervé-Noirétable (42) : Chervé dans les starting-blocks pour Paris 2024

A Roanne, la Semaine Olympique et Paralympique (SOP) mobilise l'ensemble de la communauté éducative pour promouvoir la pratique sportive et ses valeurs afférentes. Plus spécifiquement, l'objectif est ici ciblé : éduquer à la différence et renforcer l'acceptation de la diversité, lutter contre les discriminations, partager des valeurs communes.

Cette manifestation associe toutes les classes de l'établissement (lycée et UFA), ainsi qu'une grande majorité des disciplines scolaires. Elle s'inscrit au cœur de la semaine « Santé et Développement Durable » banalisée pour l'ensemble du lycée. La thématique centrale des « Valeurs de l'Olympisme » est mise en lien avec une seconde notion, différente selon les niveaux : Respect – Inclusion – Partage... Plusieurs ateliers de pratiques sportives ou culturels et des débats sont utilisés comme support de l'action. De nombreux partenaires participent à ce temps fort : sportifs de haut-niveau handisport médaillés aux JO de Tokyo, ancienne championne paralympique, médecin du sport, nutritionniste, représentant du CDOS... Les élèves sont également des acteurs majeurs, en particuliers ceux de la section sportive.

En parallèle, pour accompagner l'ensemble des actions, l'exposition « Histoire, Sport et Citoyenneté » diffusé dans le cadre du label Génération 2024 par la CASDEN est affichée pour illustrer des débats organisés sur les notions de partage du handicap, coopération et solidarité.

Au final, la dynamique Génération 2024 est incontournable à Chervé, se traduisant par l'élaboration d'un suivi des classes sur leur cursus de 3 ou 4 ans au sein d'un projet « Parcours Olympique » complet.

Agritech World Tour, saison 2

AgroSup Dijon propose une nouvelle web série quotidienne et une émission : Regards croisés entre les professionnels de l'agroéquipement et les étudiants. Le 1er épisode est un départ pour Rio de Janeiro, prévu dimanche 7 novembre 2021 sur You-Tube et FaceBook !

Après le succès des 20 épisodes de la saison 1, l'équipe de la Chaire TechAgroSup de l'école d'ingénieurs AgroSup Dijon propose une nouvelle saison d'Agritech World Tour. Elle est composée en deux volets. En premier lieu, une web série de 15 épisodes permettant de découvrir les enjeux agricoles et l'Agtech sur les différents continents : Afrique, Europe, Asie et Amérique du Sud.

Au cours de ces rencontres les étudiants d'AgroSup Dijon ont pu interviewer des professionnels, des industriels et des représentants de la Team France Export dans le monde entier. Entre les fermes géantes et les petits producteurs, différents thèmes sont abordés tels que l'exode rural, la souveraineté alimentaire, l'export, la gestion des ressources, l'usage du numérique dans les fermes et la problématique de la maintenance du matériel agricole.

Six temps forts

Le second volet prendra la forme d'une émission en plusieurs parties sur les agroéquipements, construite en six temps forts dont les thématiques sont les suivantes : la R&D, le rôle des concessionnaires, le Volontariat International en Entreprise (VIE), l'entreprenariat, la recherche publique et enfin l'enseignement en agroéquipement avec le témoignage de nombreux anciens élèves d'AgroSup Dijon.

En perspective, des échanges passionnants conduits par un animateur bien connu du grand public pour sa capacité à aborder les problématiques scientifiques simplement : Jérôme Bonaldi. La diffusion a débuté le 7 novembre à raison d'un épisode par jour jusque fin novembre 2021.

Le nouvel opus de cette web série apporte un nouvel éclairage sur cette filière innovante et démontre la capacité d'une école d'ingénieurs française en agronomie à mobiliser un réseau de professionnels important au niveau mondial.

**Envie de suivre la série ?**

← Rendez-vous sur

+ Diffusion sur : [Facebook](#) [Youtube](#)

Contacts : christelle.gee@agrosupdijon.fr - ronan.phelep@agrosupdijon.fr

Toutes les formations :
www.agrosupdijon.fr



Le précédent directeur général d'AgroParisTech, Gilles Trystram, constate : « En école d'agro, les étudiants sont souvent plus engagés sur ces questions que ceux d'autres grandes écoles. Mais désormais, cet engagement est non seulement plus fort qu'il y a dix ans, mais aussi plus exprimé. »

Sigles :

IRD - Institut de recherche pour le développement,
INRAE - Institut national de recherche pour
l'agriculture, l'alimentation et l'environnement,
le CNRS - Centre national de recherche scientifique
et CIRAD - Centre de coopération internationale en
recherche agronomique pour le développement

COP26 : AgroParisTech sélectionné comme observateur !

La **COP26**, 26e conférence annuelle de l'ONU sur le climat placée sous présidence britannique en partenariat avec l'Italie s'est déroulée à Glasgow du 1er au 12 novembre 2021. Pour la première fois de son histoire, AgroParisTech a été sélectionné comme organisme observateur de cet événement international.

Comment s'est déroulé le processus d'admission d'AgroParisTech comme organisme observateur à la COP26 ?

La démarche a été impulsée en décembre 2020 en réponse à un appel du RESES (Réseau Étudiant pour une Société Écologique et Solidaire) nommé « Établissement de l'Économie Sociale, participez aux négociations internationales climatiques ! » et à l'initiative d'étudiants de Master. Un dossier mentionnant les activités de l'établissement et nos motivations a été déposé auprès de la Conférence des Nations Unies sur les changements climatiques le 31 décembre 2020.

Qui a représenté AgroParisTech à la COP26 ?

14 étudiants issus des cursus ingénieurs, Masters, Masters Spécialisés et doctorants avaient fait acte de candidature. Après confirmation de l'organisateur, AgroParisTech a disposé de 8 accréditations avec un financement **CLAND** (4 participants la première semaine et 4 la deuxième). L'établissement a donc été représenté par des élus du CA et CEVE, des représentants du groupe de travail COP2 et des étudiants du Master CLUES.

Quel a été leur rôle une fois sur place ?

Concrètement, il s'agissait pour les représentants d'AgroParisTech de rejoindre les organismes accrédités par l'ONU, soit 226 organismes de recherche dans le monde et 152 organisations en France en particulier l'IRD, INRAE, le CNRS et CIRAD (ou encore RESES, Avenir Climatique, OREE, EPE, IDDRI, CIRED, Université de Brest, Université Paris Dauphine, Université Sorbonne Paris Cité, ParisTech, Mines ParisTech, ENS ULM...)

Un accompagnement du RESES a été assuré tout au long de l'évènement, au travers de formations en amont et d'une présence sur place.

Un tel événement a été tout d'abord bénéfique pour ses ambassadeurs avec un enrichissement personnel, des opportunités professionnelles, une formation académique et une expérience non négligeable. Cela a été également un retour vers le collectif et la communauté AgroParisTech par des actions de sensibilisation, de partage, de contribution aux cordées, de rencontres, articles.

Cette première participation a permis de se projeter et d'aller au-delà de la COP26 en s'investissant dans d'autres événements en lien avec les COP et réfléchir sur la sélection des étudiants et les engagements attendus pour AgroParisTech.



Crédit Photo de tête d'article : Potager développé sur le toit de l'école d'agronomie, Paris Sème - AgroParisTech

Retour sur le projet de Potager sur le toit de l'École AgroParisTech

Alors que l'agriculture urbaine est en plein essor, la faisabilité de cultiver en toiture interroge. Depuis 2012, des expérimentations sont menées sur le toit de l'école AgroParisTech avec pour l'objectif d'étudier la faisabilité de telles cultures. L'ambition du projet de recherche T4P a été de travailler sur la construction de sol à partir de résidus urbains. Ces sols construits ont été étudiés du point de vue de la production alimentaire, de leur évolution et des services écosystémiques rendus par les potagers en toiture à la ville.

Lire l'article du monde : [Dans les écoles d'agronomie, une nouvelle génération d'ingénieurs.](#)

Découvrez le [projet de potager sur le toit de l'école](#), une **BD** explique les principes.

Articles issus du site de l'école, [actions menées sur le référentiel développement durable et responsabilité sociétale \(DD&RS\)](#)





Nouveau Sommet Afrique France (NSAF) : l'enseignement et la recherche comme fondamentaux de la relation Afrique-France

Le Nouveau Sommet Afrique France s'est tenu le 8 octobre à Montpellier en présence de 3 000 jeunes et du Président de la République.

Ce sommet avait vocation à questionner et redéfinir les fondamentaux de la relation entre la France et le continent africain en écoutant la jeunesse, en répondant à ses interrogations et en créant un nouvel espace de dialogue orienté vers l'avenir.

De grands espaces rassemblant les sociétés civiles de France et du continent africain étaient organisés autour de grands thèmes actuels comme l'engagement citoyen et démocratie, l'innovation et l'entrepreneuriat, l'enseignement supérieur et la recherche, les liens entre culture et coopération, et entre sport et développement.

Montpellier Global Days – Africa 2021

En amont du sommet Afrique-France la région Occitanie appuyée par les campus montpelliérains a organisé quatre journées dédiées à l'enseignement supérieur, la recherche et l'innovation.

Accueillis en format hybride, chercheurs, porteurs de projets, représentants des institutions, se sont réunis pour partager leurs travaux, leurs réflexions et leurs conseils autour du thème majeur de cette manifestation Nourrir-Soigner-Protéger.

A cette occasion, le Ministre Julien Denormandie est intervenu lors d'une table ronde sur la Grande Muraille verte, revenant sur l'accélérateur mis en place à l'occasion du One Planet Summit de janvier 2021, comme un exemple de programme pouvant accompagner la recherche de solution et leur mise en œuvre. Les discussions autour des solutions aux grands enjeux actuels ont été particulièrement riches abordant les différents pans de la thématique et rappelant l'importance du continuum recherche innovation formation.

La Grande muraille verte (GMV)

Elle vise, d'ici 2030, à restaurer 100 millions d'hectares de terres dégradées en Afrique, sur une bande longue de 8 000 kilomètres au sud du Sahara allant du Sénégal à Djibouti, en passant par la Mauritanie, le Mali, le Burkina Faso, le Niger, le Nigeria, le Tchad, le Soudan, l'Érythrée et l'Éthiopie.

Retrouvez les actions mises en place [ici](#)



Accord Franco-Angolais pour l'enseignement vétérinaire

Évènement : Global Days – Sommet Afrique France

Lundi 4 octobre 2021, à l'occasion des « *Montpellier Global Days for Science, education and innovation: Africa 2021* » qui se sont tenus en amont du Nouveau Sommet Afrique France (NSAF), l'accord de coopération entre établissements d'enseignement vétérinaires et agricoles, Angolais et Français a été signé à l'Institut des Régions Chaudes de Montpellier SupAgro.



Signature officielle de l'Accord Franco-Angolais au Global Days à Montpellier de gauche à droite, Marion Demay, Jeanne-Marie Bonnet-Garin et Fernando Maia

Cet accord réunit les facultés vétérinaire et agraire de l'Université José Eduardo dos Santos (UJES) de Huambo - Angola, les écoles nationales vétérinaires françaises (ENVF) et l'École Nationale Supérieure de Formation de l'Enseignement Agricole (ENSFEA). Il concrétise deux années d'intense collaboration dans le domaine de la pédagogie innovante avec la mise en œuvre du projet « *Veterinary and Agronomic International training in Innovative Pedagogy (VAI²P)* » financé par le Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation (MAA).

Cet accord de coopération s'inscrit dans le cadre de la stratégie Europe et International du MAA pour laquelle le continent africain représente une

zone prioritaire.

Le doyen de la faculté vétérinaire de l'UJES de Huambo s'est félicité de la coopération renforcée avec cet accord en soulignant que cela permettrait la mise en œuvre de nouvelles actions dans le domaine de l'enseignement, la recherche ou l'expertise. La Directrice Générale par intérim de VetAgro Sup, au nom des ENVF, a souligné l'enrichissement réciproque et l'importance d'œuvrer conjointement au concept One Health/Global Health pour permettre aux étudiants d'acquérir les compétences pour relever les défis de demain.

Un autre temps fort est prévu à VetAgroSup à Marcy l'Etoile (Lyon) pour la tenue du 1er séminaire présentiel de VAI²P du 13 au 17 décembre 2021.

Principe des 4 engagements

Le Ministre en charge de l'Agriculture a ré-affirmé le caractère structurant des partenariats privilégiés entretenus avec les pays africains, qu'il s'agisse d'appui au développement des filières agricoles, d'accompagnement à la transition numérique des systèmes agro-alimentaires, de stimulation de la recherche et de l'innovation ou de la formation des enseignants et des étudiants. En particulier, en déclinaison du discours du Président de la République à Ouagadougou le 28 novembre 2017, une stratégie de mobilisation de l'enseignement agricole et vétérinaire a été élaborée et structurée autour de 4 engagements par le ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation :

- Soutenir les réformes des dispositifs de formation agricole et rurale en Afrique,
- Intensifier la mobilité réciproque des étudiants et enseignants,
- Co-construire un réseau Afrique-France de formations croisées et de doubles diplômes pour l'avenir des filières agricoles, forestières et agroalimentaires,
- Soutenir les jeunes agriculteurs/éleveurs/transformateurs entrepreneurs africains en les accompagnant dans la phase de préparation et construction de leur projet.

Contacts :

DGER,
rachid.benlafquih@agriculture.gouv.fr
 VetagroSup/ENSV-Lyon,
agnes.leblond@vetagro-sup.fr
 Institut Agro - Montpellier,
jean-luc.bosio@supagro.fr
 ENSFEA, marion.demay@ensfea.fr

Séquence de travail avec les partenaires africains

Les Global Days ont été l'occasion d'accueillir les partenaires institutionnels africains, dont le directeur général de l'Institut National de Formation Professionnelle Agricole (INFPA) – Côte d'Ivoire avec qui le ministère construit plusieurs projets de formation (Fosta) et de mobilités entrantes, grâce au dispositif du service civique en réciprocité des étudiants de l'INFPA dans les EPL français et l'appui à l'entrepreneuriat de jeunes ivoiriens - en moyenne 6 par an.

- ▶ **FOSTA** - Projet de Formation Supérieure en sciences et Technologies des Aliments fondé sur un appui à la construction d'un diplôme de BTSA et/ou d'un Certificat de Spécialisation (CS) en Sciences et Technologies des aliments qui accompagnera la montée en qualité de la formation des techniciens supérieurs en Côte d'Ivoire pour l'acquisition des compétences nécessaires à l'insertion dans les chaînes de valeur.
- ▶ La venue du doyen de l'université Huambo en Angola, a également permis poursuivre les travaux du projet Vai2P concernant la formation des vétérinaires internationaux.
VAI2P - Veterinary and Agronomic Innovative International pedagogy Training pour le développement d'un enseignement agronomique et vétérinaire répondant aux standards internationaux en Angola, au Maroc et en Ukraine par le biais de la formation de formateurs en partenariat avec VetAgroSup et l'ENSFEA.
- ▶ Côté Cameroun, Cédric Ella Bolla est l'un des remarquables exemples de la réussite des mobilités africaines. Il a participé à la **séquence agro-écologie** - Cacao durable dans laquelle il a partagé l'expérience acquise à travers l'« aventure » Keka Wongan au Cameroun en lien avec l'EPL Terre-Atlantique-Nantes.
- ▶ Enfin, la participation de Pierre Blaise Ango,* à plusieurs séquences, souligne l'importance de la formation en matière de développement agricole et rurale en Afrique via l'expérience acquise dans le cadre du projet AFOP.

AFOP – Programme d'appui à la rénovation et au développement de la formation professionnelle dans les secteurs de l'élevage agricole et de la pêche. Ce programme vise à contribuer à l'emploi des jeunes et à la croissance inclusive et durable des zones rurales au Cameroun par la formation et l'insertion professionnelle des jeunes femmes et hommes dans le secteur agricole ainsi qu'une formation et une insertion renouvelées.

Programme AFOP en chiffres

A ce jour, plus de 4800 jeunes hommes et femmes formés comme agriculteurs et pêcheurs professionnels, plus de 3000 jeunes hommes et femmes installés comme agriculteurs, plus de 2300 jeunes formés à l'entrepreneuriat en agriculture ainsi que d'autres emplois connexes.

122 centres de formation professionnelle agricole et écoles rénovés dans tout le pays, avec 700 formateurs, enseignants, inspecteurs pédagogiques, gestionnaires et personnel d'appui animant le système d'apprentissage, du niveau central au niveau local.

Environ 6000 emplois créés dans les zones rurales.

* Pierre Blaise Ango : président du réseau régional africain pour la Formation agricole et rurale (FAR) et coordinateur national du programme Appui à la rénovation et au développement de la formation professionnelle dans les secteurs de l'agriculture, de l'élevage et de la pêche (AFOP) au Cameroun.



De gauche à droite :
Cédric Ella Bolla et Pierre-Blaise Ango

POUR (RE)VOIR LES VIDÉOS DE L'ÉVÉNEMENT





Miora Ratovonirina au Sommet AFRIQUE-FRANCE

J'ai participé au Sommet AFRIQUE-FRANCE

Invitée par l'Ambassade de France à Madagascar par l'intermédiaire de France Volontaires, à participer au Nouveau Sommet Afrique-France le 08 Octobre 2021 à Montpellier, en tant qu'ancienne volontaire en service civique de réciprocité, Miora Ratovonirina témoigne.

Ancienne volontaire en service civique de réciprocité de Novembre 2018 à Juin 2019 au lycée agricole de Pau Montardon (Agrocampus64), je viens de Miariharivo dans la Région Itasy, Madagascar. Actuellement, je poursuis un master professionnalisant à Bordeaux Montaigne sur le développement des territoires et l'alimentation de qualité.

Qu'est-ce que le VSC m'a apporté ?

Le Volontariat en Service Civique est avant tout une expérience en soi, surtout quand cela consiste à partir dans un pays étranger, à 10 000kms de chez soi. Aventure, découvertes et péripéties étaient au menu.

Lors de ma mission au sein du lycée de Montardon, j'ai pu partager mes connaissances, ma culture et mes origines à travers des accompagnements de projets d'étudiants, des expositions et des activités ludiques comme une séance de cuisine malgache avec une proposition de plat tropical à la cantine. En retour, j'ai acquis des expériences autant professionnelles que personnelles au sein de l'exploitation agricole, de la halle technologique, du foyer des lycéens ainsi qu'à travers les diverses activités auxquelles j'ai participées comme la table ronde sur la place de la femme dans l'agriculture, la visite des fermes et de caves ou encore les rencontres musicales et les Journées Portes Ouvertes du lycée.

Mon séjour en France et surtout à Montardon a fortement contribué à l'élargissement de mon réseau, via les rencontres avec plusieurs acteurs du volontariat, de l'enseignement technique agricole et d'autres domaines.

Invitée au Nouveau Sommet Afrique-France, une nouvelle ouverture

Mes attentes étaient fortes : tirer profit des partages d'expériences des différents intervenants, en particulier sur la mobilité des jeunes et une ouverture sur le partenariat auprès des structures accueillant des volontaires en service civique.

J'ai participé à cet évènement en assistant à l'atelier sur « l'engagement citoyen et démocratie » et contribué à la rédaction d'une lettre adressée aux chefs d'État. L'atelier était riche en échanges et partages d'expériences. Je me suis focalisée sur les retours d'expériences des volontaires africains engagés. Cela m'a conduit à réfléchir sur comment engager les jeunes en post volontariat et valoriser leurs missions.

Par ce nouveau sommet, nous, en tant que société civile malgache, avons rédigé une lettre adressée aux dirigeants des deux pays, la France et Madagascar, afin d'apporter des propositions émanant de la société civile vers une amélioration de la relation entre les deux. Pour ma part, j'ai insisté sur la continuité et le renforcement du volontariat en service civique de réciprocité, permettant, non seulement aux français d'effectuer des missions à Madagascar mais aussi aux malgaches de réaliser des missions en France. **En effet, cela donnerait des opportunités, notamment aux jeunes des deux pays de découvrir de nouveaux horizons, de casser la barrière sur les clichés et d'avoir de nouvelles orientations sur la vision du monde.**

Je souhaiterais créer un réseau des volontaires de réciprocité à Madagascar.

Cela consiste à créer une plateforme, voire un espace d'échange, entre les jeunes malgaches et français qui se sont engagés pour le volontariat dans le cadre des coopérations décentralisées. Ce réseau aurait pour but de renforcer les relations entre les anciens volontaires, de pouvoir échanger les expériences durant et post-volontariat et de proposer de nouvelles activités pour les missions à venir. Il aura aussi et surtout l'objectif d'élargir les partenariats, toujours avec l'accompagnement de France Volontaires Madagascar et des coopérations décentralisées franco-malgaches, auprès de nouveaux établissements-hôtes pour l'accueil des futurs volontaires en service civique de réciprocité.

Contact :

Valérie Hannoun, animatrice su réseau AAOI, valerie.hannoun@educagri.fr

La mobilité africaine des jeunes ouvre des perspectives d'avenir

Le 28 novembre 2017 à l'université Ki-Zerbo à Ougadougou (Burkina-Faso), le président de la République française avait prononcé, devant un public d'étudiants, un discours visant à refonder les relations entre la France et le continent africain. Dans sa volonté de construire cette relation nouvelle, il a donné une priorité absolue à l'éducation et à la formation, notamment des filles, ainsi qu'à l'innovation et à l'entrepreneuriat, qui doivent permettre d'appuyer l'élan de la jeunesse africaine.

Dès le début de l'année 2018, en application de ces grandes ambitions politiques, le ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation (MAA) dans sa stratégie Europe et Internationale avait réaffirmé l'importance de la coopération avec le continent africain. La direction générale de l'enseignement et de la recherche (DGER) en particulier avait formulé sa stratégie de coopération avec l'Afrique sous la forme de 4 engagements :

- Soutenir les réformes des dispositifs de formation agricole et rurale,
- Intensifier la mobilité réciproque des étudiants et des enseignants,
- Co-construire un réseau Afrique-France de formations croisées et de doubles diplômes,
- Soutenir les jeunes agriculteurs, éleveurs/transformateurs/entrepreneurs africains en les accompagnant dans la préparation et la construction de leurs projets.

Ainsi, depuis plus de 3 ans, le ministère, avec ses partenaires, a mobilisé des moyens au service de ces 4 engagements pour l'enseignement agricole et rurale notamment via un renforcement des moyens humains et de leur organisation, à travers le réseau des conseillers aux affaires agricoles sur le terrain, directement au sein des réseaux des animateurs géographiques de l'enseignement technique agricole de la DGER, auprès des équipes à l'international des établissements d'enseignement supérieur agronomique et vétérinaire et du personnel du ministère mis à disposition auprès de l'ambassade de France au Sénégal et en Afrique du Sud, enfin avec l'expertise du ministère en matière d'ingénierie de formation.

Cette mobilisation du ministère et de la DGER, par l'engagement du Bureau des Relations Européennes et de Coopération Internationale (BRECI), l'investissement des animateurs des réseaux géographiques Afrique de l'Ouest, Cameroun, Nigeria, Afrique Australe et Océan Indien et des établissements sous tutelle du MAA, a permis d'aboutir à des réalisations substantielles et tangibles en matière de mobilités entrantes et d'appui à l'entrepreneuriat.

[Lien vers les articles/témoignages PortailCoop de la série de portraits de jeunes d'Afrique publiés sur PortailCoop](#)

Visite du campus de La Gaillarde de l'Institut agro à Montpellier

Le Ministre de l'agriculture et de l'alimentation, Julien Denormandie, a mis à profit son déplacement à Montpellier pour visiter les équipements pédagogiques, scientifiques et numériques du campus de La Gaillarde de l'Institut agro à Montpellier avant de rencontrer 120 élèves ingénieurs agronomes, systèmes agricoles et agroalimentaires durables au Sud (SAADS) ainsi que des étudiants de master de l'Institut agro.

Des échanges et débats ont émaillé cette rencontre, l'occasion de recueillir les réflexions de ces jeunes, leurs attentes et leurs solutions pour répondre à des questions sur les grands enjeux de l'agriculture en 2030 : Que mangerons nous en 2030 ? Quelle est notre vision d'une alimentation durable et de qualité ? Comment imaginez-vous le secteur agricole français en 2030 ? Comment imaginez-vous le secteur agro-alimentaire français en 2030 ? Comment voyez-vous la ferme du futur ? Quelles évolutions des modes de production agricole, notamment par rapport aux intrants et aux pesticides ? Comment produire autrement ? Imaginez-vous une révolution agricole ou des transitions progressives ? L'agriculture peut-elle être un puits de carbone ?



Campus de La Gaillarde de l'Institut agro à Montpellier



5 prix de 5000 euros sont décernés aux 5 catégories d'établissements : primaires, collèges, lycées généraux, lycées pros et enseignement agricole.

Prix Europe-Hippocrène sous Présidence française

Pour donner l'envie d'Europe aux jeunes...

La sixième édition du Prix Europe de l'enseignement agricole français est lancée !

Ce prix promeut les échanges européens des établissements de formation. La nouvelle édition s'inscrit en cohérence avec la Présidence Française de l'Union Européenne (PFUE) couvrant le premier semestre 2022.

Le Prix Hippocrène de l'éducation à l'Europe est un concours proposé aux établissements d'enseignement, qui récompense les meilleurs projets de partenariat européen élaborés par une classe et ses professeurs. Lancé en 2010 à l'initiative de la Fondation Hippocrène, l'objectif est de donner l'envie d'Europe aux jeunes. Et depuis 2017, avec le soutien de la Représentation en France de la Commission Européenne (RFCE) et le ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation (MAA), ce prix s'adresse également à l'enseignement agricole technique et supérieur, public et privé sous contrat.

Les candidatures sont ouvertes du 15 novembre 2021 au 18 janvier 2022.

Les établissements candidats sont appelés à présenter un projet original élaboré par une classe avec son ou ses professeur(s) dans le domaine de la citoyenneté européenne. Il s'agit d'encourager les échanges avec de jeunes européens et la découverte d'une autre culture et d'autres approches, à travers une production commune réalisée dans le cadre d'un partenariat.

Tous les types de partenariats avec un établissement scolaire situé dans l'un des pays partenaires sont éligibles. Il peut s'agir d'un partenariat européen élaboré par l'établissement (jumelages actifs, projets pédagogiques partagés, partenariats virtuels, échanges d'apprenants, mobilités entrantes/sortantes d'apprenants et d'enseignants, etc...).

Les partenariats peuvent concerner une ou plusieurs disciplines et sont ouverts à de multiples thèmes d'échange (acquisition de compétences linguistiques et interculturelles). Les partenariats doivent être initiés et le projet en cours d'élaboration à la présentation du dossier. Les principaux critères d'évaluation du projet portent sur le nombre et la qualité du ou des partenariats, leur réciprocité (mobilités réciproques), la qualité du projet (contenu, pédagogie), sa valorisation dans et hors de l'établissement, la motivation de l'équipe pédagogique, le portage par les apprenants et la catégorie d'apprenants touchés.

Les partenariats menant à la réalisation de productions communes et à la valorisation du projet sont particulièrement appréciés par le jury.

Ces initiatives s'inscrivent pleinement dans la mission de coopération européenne et internationale dévolue à l'enseignement agricole. Il participe à l'éducation à la citoyenneté et à la solidarité internationale des apprenants de l'enseignement agricole.

A travers ce concours, l'engagement de l'enseignement agricole dans le projet européen doit être valorisé, notamment via les actions et partenariats européens des établissements d'enseignement agricole.

Un prix d'un montant de 5 000 euros destiné à la réalisation du projet sera remis à l'établissement lauréat par la Fondation Hippocrène.

La remise des prix s'inscrira dans le contexte de la PFUE. Une délégation de lauréats sera invitée à Paris, à La Sorbonne, début mars 2022.

A noter que la catégorie «enseignement agricole» est également éligible pour le Grand Prix, d'un montant de 10 000 euros, qui est choisi parmi l'ensemble des catégories du concours (commun aux établissements de l'éducation nationale et de l'enseignement agricole).

Modalité de participation et règlement, dates et contacts relatif à ce concours.

Trois dossiers pré-sélectionnés au niveau national seront transmis au Grand Jury, qui auditionnera à Paris début février 2022 les candidats finalistes.



Et cerise sur le gâteau, un grand Prix d'un montant de 10 000 euros récompense LE projet le plus réussi !

Hippocrène donne des ailes à l'enseignement agricole

En 2021, le «Grand Prix» a été remporté par un établissement de l'enseignement agricole, reconnaissant ainsi la priorité donnée par le MAA à la coopération européenne et internationale dans la formation.

Retour sur les primés 2021 : les trois finalistes de la catégorie «Enseignement agricole»

Le 31 mai 2021, les lauréats du Prix Hippocrène de l'éducation à l'Europe 2021 ont reçu leurs diplômes lors d'une cérémonie officielle à distance.

- **le LEGTA François Rabelais de Civergols (48)**, pour son projet «Devenir ambassadeurs d'une Agriculture durable en Europe»

Le mot de la directrice de la Fondation Hippocrène : *«Le thème de l'agriculture durable nous a plu puisqu'il est d'actualité. Ce projet Erasmus a été mené avec des classes de Slovaquie et de Finlande. L'idée consiste à mettre en place des équipes transnationales composées d'élèves des trois pays. Chacune d'entre elles est chargée de créer une mallette de jeux communs permettant d'aborder ce thème et d'apprendre en s'amusant sur l'agriculture durable en Europe. C'est donc une approche ludique, appuyée par un magazine virtuel qui a été monté entre les classes pour que les élèves puissent échanger»*

 **Témoignage de l'enseignante au LEGTA de Civergols (Lozère, St-Chély d'Apcher), représentante des lauréats du 1er prix Catégorie Enseignement agricole**

- **le LEAP Saint Dominique de Valréas (84)**, pour son projet « «6!YES» 6 Innovations young european search»
- **l'Institut Lemonnier de Caen (14)**, pour son projet « La bataille de Normandie, un fait historique clé de la construction européenne »

Ils ont chacun présenté leur projet le 31 mars 2021, devant le jury composé de personnalités européennes et du monde de l'éducation. Ils ont été unanimement salués pour leur qualité et l'enthousiasme des prestations réalisées.

Le classement fut un exercice particulièrement serré, et les résultats de l'édition 2021, annoncés par la Fondation Hippocrène, ont souligné assurément l'engagement européen de l'enseignement agricole.

Pour la première fois, le Grand Prix a été remporté par un lycée agricole, celui de Saint Dominique de Valréas (84). Le prix de la Catégorie Enseignement agricole revient quant à lui au LEGTA François Rabelais de Civergols (48).

Le mot de la directrice de la Fondation Hippocrène : *«Je suis très heureuse parce que c'est la première fois depuis la participation du ministère de l'Agriculture que le grand prix est attribué à la catégorie enseignement agricole. Ce projet "6!YES" était très complet et original. Il a été initié en 2018 et réunit des élèves de France donc, mais aussi d'Espagne, d'Allemagne, de Bulgarie et de Chypre, qui réfléchissent ensemble à des innovations destinées à adapter la pratique de l'agriculture aux objectifs de développement durable. Les élèves de tous ces pays travaillent ensemble, échangent des idées par vidéos, et ces propositions concrètes ont même été présentées aux députés européens ! Le projet est donc très complet, il permet à chacun de se confronter à d'autres pays, mais aussi aux institutions européennes».*

 **Témoignage de Sophie Laval, enseignante de l'établissement de Valréas, représentante des jeunes lauréats du Grand Prix Hippocrène 2021**

Le futur projet envisagé par Valréas est de développer un véritable Pôle Coopération Internationale au sein de l'établissement afin de permettre à tous les élèves de s'investir dans des projets Erasmus+ à chaque rentrée scolaire et de participer à des mobilités dans d'autres pays d'Europe pour rencontrer leurs homologues et partager une vision commune de l'Europe avec eux, en alternant des projets en anglais, en français et en espagnol puisque ce sont les 3 langues enseignés au lycée Saint Dominique de Valréas.

Quel bel encouragement pour tous les établissements à poursuivre les actions en faveur de l'ouverture européenne et internationale ! Espérons que vous serez encore plus nombreux encore pour l'édition 2022 du Prix Hippocrène, lancée sur fond de Présidence Française de l'Union Européenne !

[Modalité de participation et règlement, dates et contacts relatif du Prix Europe-Hippocrène 2022.](#)

Les candidatures des établissements participants de l'enseignement agricole devront être adressées par courriel, d'ici le 18 janvier 2022. Contact en DRAAF/DAAF : [personne en charge de la coopération internationale](#)

« Réussir avec le CNEAP », témoigner pour informer et valoriser l'enseignement agricole

Initié au printemps 2021, le cycle « **Réussir avec le CNEAP** » propose des tables rondes thématiques pour présenter la richesse des possibles dans l'enseignement agricole, informer les jeunes et les familles sur les parcours de formation et d'orientation au sein de notre système éducatif, et valoriser l'offre pédagogique et éducative des établissements.

Construite à partir des témoignages de ceux qui font et vivent l'enseignement agricole, chaque table ronde est également enrichie de l'expérience et de l'expertise d'un grand témoin.

Trois tables rondes ont eu lieu depuis le mois de mars. Leurs replays constituent désormais des outils de communication. Ils sont disponibles sur la chaîne YouTube du CNEAP ou en cliquant sur les liens suivants :



[Me former dans l'enseignement agricole, un champ des possibles](#)



[L'enseignement agricole, en route vers votre réussite professionnelle](#)



[L'enseignement agricole, quand les parents s'emmêlent](#)

Prochain rendez-vous en janvier 2022 !

Pour recevoir les informations, n'hésitez pas à adresser un mail à webinaire@cneap.fr

Oyas & Circles au service de l'agro-écologie

Le lycée agricole de Coconi à Mayotte poursuit le projet INTERREG 2018-2021 sur le renforcement et la mutualisation des compétences au sein des établissements professionnels agricoles du Réseau des Établissements Agricoles Professionnels de l'Afrique Australe et Océan Indien (REAP AAOI) et de leurs partenaires.

Ce projet, financé par le fonds Européen INTERREG Transfrontalier Mayotte-Madagascar-Comores et par la Préfecture ainsi que le Conseil Départemental de Mayotte, est basé sur quatre actions. Le réseau REAP AAOI fonctionne selon une co-animation générale, une organisation de conférences et de comités de pilotage. La seconde action principale est l'échange de méthodes pédagogiques entre les partenaires. Aussi, les expérimentations croisées sur les exploitations de chaque partenaire occupent une part importante du projet. Enfin, la mobilité des apprenants, enseignants et de l'ensemble du personnel des établissements est une composante essentielle du partenariat entre établissements de l'AAOI.

Dans le cadre de l'action 2, deux modules pédagogiques ont été construits en 2020-2021, pour et par des classes de CAPa «Agriculture des Régions Chaudes», en lien avec les partenaires du projet. Un bon moyen pour ces jeunes aux parcours parfois difficiles d'être sensibilisés à la coopération régionale d'une part, de devenir acteurs de leur formation d'autre part, et enfin de s'initier à l'agro-écologie par l'innovation.

Irrigation douce par les Oyas



Ces deux modules d'expérimentation pédagogique ont porté sur deux procédés agricoles partagés par les partenaires



Mahorais et Malgaches. Le concept des «Oyas» a été proposé par notre partenaire du CEFFEL à Madagascar. C'est une méthode d'irrigation douce via des poteries enterrées que les élèves ont fabriquées eux-mêmes.



Immersion de la poterie pour faciliter sa porosité



Installation des pots dans la serre pour préparer l'irrigation

Permaculture en forme de «Bananas Circles»

Les «Bananas Circles» est un concept de permaculture, qui permet de produire à haute densité tout en recyclant les eaux ménagères.



1ère production de Bissap, 1kg 300 de récolte

Cette pédagogie a été développée sur proposition d'un chargé de mission impliqué dans le RITA Mayotte, réseau d'innovation et de transfert agricole.

Afin de capitaliser ces expériences d'enseignement nouveau et de partager au mieux ces modules élaborés par/pour les élèves, le réseau et du REAP AAOI a conçu deux mini films (en français) expliquant les concepts et permettant de suivre leurs réalisations.

Deux nouvelles thématiques pour 2022

Pour l'année 2021-2022, l'expérience sera reconduite, avec la poursuite et l'entretien des projets mis en place sur deux nouvelles thématiques : l'une sur la création d'une mare pour valoriser la ressource en eau et favoriser tous les écosystèmes et l'autre avec la mise en place de différents systèmes productifs anti-érosifs démonstratifs.

[Expérimentation menée par les CAPA 1 de Coconi en 2020-2021 sur le principe des OYAS \(film\)](#)

[Réalisation du 1er Bananas Circle de Coconi, Mayotte par les CAPA 2 ARC/MA, en 2021 \(film\)](#)

Contacts :

Valérie Hannoun et Didier Ramay, animateurs du réseau AAOI
valerie.hannoun@educagri.fr, didier.ramay@educagri.fr

Abdallah Said Massoudi, said-massoud.abdallah@educagri.fr, enseignant sciences techniques horticoles

Cécile Morelli, cecile.morelli@educagri.fr, chargée de mission EPN Mayotte

ARFAGRI reparle enfin de mobilité !

Le 2nd forum du programme de mobilité académique ARFAGRI (Argentine France AGRiculture) s'est tenu en distanciel du 19 au 20 octobre 2021 sur les thématiques de la pandémie et One Health.



Environ 60 participants représentant les 14 écoles françaises et 17 universités argentines d'agronomie et de médecine vétérinaire ont participé à ce séminaire. La richesse des échanges, la diversité d'actions présentées, mises en œuvre malgré le contexte sanitaire (cycles de conférences scientifiques, modules de formation en ligne bilingues, signature des accords de double diplôme) et la forte volonté de reprendre les échanges physiques d'étudiants et d'enseignants-chercheurs, sont un reflet de la force des liens créés entre établissements grâce au programme !

Le programme ARFAGRI en bref

10 projets/15 écoles d'ingénieurs et vétérinaires ont monté des projets avec 16 universités argentines. 150 étudiants ont déjà réalisé une mobilité académique en formation croisée depuis 2015. Ces accords offrent la possibilité aux étudiants inscrits dans les écoles d'enseignement supérieur française en sciences agronomique, agroalimentaire et vétérinaire de partir en mobilité d'un ou deux semestres (3 semestres dans le cadre d'un double-diplôme), ainsi que d'effectuer des stages dans des laboratoires d'universités ou en milieu professionnel. Les étudiants peuvent également bénéficier d'une aide financière spécifique à ce programme. Les cours sont en espagnol et un niveau B1 minimum est requis pour partir. Des cours de perfectionnement en langue sont souvent proposés sur place. Au cours de ce séjour, le logement se fait en colocation avec des étudiants argentins.

Qu'est-ce qu'un accord de double diplôme ?

Un accord de double diplôme permet aux deux établissements signataires de proposer aux étudiants volontaires des parcours d'échanges leur offrant in fine l'obtention simultanée du diplôme de chaque établissement. L'étudiant qui s'engage volontairement dans un parcours de double diplôme réalise 3 semestres de formation dans son établissement d'origine, puis 3 semestres de formation dans l'établissement partenaire et enfin réalise son stage de fin d'études avec un co-encadrement des deux établissements. Après son stage, il soutient son mémoire devant une commission composée d'enseignants chercheurs des deux établissements et obtient le diplôme d'ingénieur agronome de chaque université/école.

FSPI Amérique latine - Pari sur l'enseignement agricole

Mettre en œuvre un baccalauréat technologique pour former des jeunes capables de participer à un développement territorial basé sur l'agro-écologie, fédérer des jeunes autour de projets territoriaux ruraux, construire des programmes de formation répondant aux besoins des territoires, travailler sur un référentiel de formation au bénéfice de petits producteurs de cacao pour leur permettre de peser sur les politiques publiques locales et régionales... une diversité de projets fédérés et accompagnés par le projet Fonds de Solidarité pour les Projets Innovants (FSPI) « Appui à la jeunesse sud-américaine pour un développement durable et inclusif, un engagement citoyen ainsi que l'amélioration des dispositifs de formation en milieu rural ». Financé par le ministère de l'Europe et des Affaires étrangères et fruit d'un partenariat entre le ministère de l'Agriculture et de l'alimentation et Agronomes et vétérinaires sans frontières (AVSF), le FSPI a été mis en œuvre par FranceAgriMer (FAM) et AVSF depuis février 2020.

Ce FSPI se fixe pour objectif de contribuer au développement de territoires andins (Equateur, Bolivie Pérou, Colombie) et du Paraguay via la participation de jeunes, leaders de leurs territoires respectifs, agissant de manière significative dans la résolution de problématiques rurales. Il vise également à appuyer la structuration de réseaux d'acteurs d'horizons diversifiés afin de proposer ou consolider une offre de formations techniques agricoles permettant aux jeunes des zones rurales de prétendre à de meilleures perspectives d'insertion sociale et professionnelle.

Des formations à l'écoute des territoires

L'accompagnement des partenaires latino-américains (centres publics et privés) vise à améliorer leur offre de formation technique et professionnelle en prenant en compte les besoins des leurs territoires d'une part et d'autre part à encourager les acteurs nationaux et locaux dans le but de faciliter et accroître l'accès à la formation des jeunes ruraux.

Partage d'expériences

Après 18 mois d'un travail intense en distanciel, une cinquantaine de personnes originaires de Bolivie, Colombie, Pérou, Equateur et Paraguay se sont retrouvées au Paraguay du 22 au 28 octobre 2021 pour partager leurs expériences dans la formation des jeunes en secteur rural, mais également leurs axes de travail communs.



4 représentants du ministère étaient également présents pour conforter son engagement et celui de ses opérateurs dans le projet (directions régionales, réseaux thématiques et géographiques, établissements), témoigner de l'expérience de l'enseignement agricole et valoriser le dispositif, partager certaines préoccupations communes (le renouvellement des générations dans le secteur agricole et para-agricole, la pertinence des diplômes pour répondre aux besoins des territoires, l'enseignement agricole technique comme un dispositif permettant aux jeunes de bâtir un projet de vie professionnelle et personnelle de qualité en secteur rural...) et envisager une suite aux collaborations mises en place ainsi qu'au réseau régional d'échange lancé par le projet.

La séance inaugurale s'est tenue le 22 octobre 2021 à Edelira (Département de Itapúa), en présence de l'ambassadeur de France au Paraguay, Emmanuel Cocher. Lors de sa prise de parole, l'ambassadeur de France a rappelé les nombreux défis du secteur agricole paraguayen, l'expérience de la France dans la mise en place d'une politique agricole, l'attention portée à la formation des jeunes ruraux qui résonne avec des préoccupations politiques de plus vaste ampleur telles que l'accès au foncier.

Les participants ont pu découvrir l'enseignement agricole au Paraguay grâce aux visites dans les établissements de Bellavista. Des rencontres et visites avec des professionnels agricoles ont été aussi organisées : la coopérative Oñoiru qui produit, transforme et commercialise du maté biologique et Alfonso Maidana, producteur de semences.



Dans le pays, environ 33 000 élèves suivent une formation agricole (70% de garçons, 30 % de filles) dans 140 établissements. La FECAPP (Federacion de Escuelas y Centros de Capacitacion Agricola Privados del Paraguay), principal réseau de formation professionnelle agricole, accueille quant à elle 1430 jeunes (2021) dans 19 centres de formation, et propose 4 cursus de formation.

L'enseignement agricole dans l'hémicycle

Le mardi 26 octobre s'est tenue, dans l'hémicycle du parlement paraguayen, une séquence d'échanges institutionnels en présence de la vice-ministre de l'agriculture et de l'ambassadeur de France. La ministre a rappelé l'importance de l'agriculture familiale au Paraguay, l'importance stratégique d'un enseignement agricole qui réponde aux enjeux du pays. Elle a annoncé la publication en décembre 2021 d'un projet de modernisation de l'enseignement agricole.

Le représentant du ministère en charge de l'agriculture français a rappelé la singularité du dispositif français (l'ensemble de l'enseignement technique et supérieur, ainsi que le principal organisme de recherche agronomique et environnementale, l'INRAE, sont sous la tutelle du MAA), son originalité (missions de formation mais aussi d'animation et développement des territoires ou encore d'expérimentation et de recherche), et l'ouverture à l'international. La mission de coopération internationale est en effet une des missions de l'enseignement agricole, ce qui donne une base solide aux établissements qui souhaitent mettre en place des échanges d'apprenants et de projets de coopération avec des partenaires étrangers.

Des grands défis à relever

Les témoignages des différents acteurs ont mis en lumière des préoccupations et défis partagés parmi lesquels : l'inégalité d'accès à la formation en milieu rural, la quasi absence d'opportunités pour les jeunes en secteur rural, l'insécurité alimentaire, la fragilité des politiques publiques dédiées au secteur rural et à la formation technique, une offre de formation qui ne répond pas aux besoins du secteur rural, et qui souffre de ne pas être en adéquation avec les réalités professionnelles, le nécessaire passage de l'évaluation de connaissances à l'évaluation de compétences.

Des enjeux communs pour l'avenir

Le séminaire a été enfin l'occasion d'identifier des thématiques de travail autour des enjeux communs pour poursuivre les liens créés grâce au FSPI et la dynamique d'échanges régionaux, parmi lesquelles la pérennisation des activités des structures de formation (financement, qualité des infrastructures...), l'adéquation entre l'offre de formation et les besoins des territoires (emplois/compétences), la formation des enseignants, la place de la transition agro-écologique dans les formations, l'implication du secteur professionnel dans la formation des jeunes, l'accès au foncier agricole ou encore les perspectives de mobilités croisées (apprenants, enseignants, décideurs...).

Autant de perspectives de travail qui pourront se concrétiser à partir de 2022 !

Contact :

Charles Gendron : charles.gendron@agriculture.gouv.fr

Gerardo Ruiz : gerardo.ruiz@agriculture.gouv.fr



De gauche à droite – Sandrine Belveze, Directrice du CFA/CFPPA de l'EPL de Figeac, Charles Gendron, coordonnateur du projet FSPI (CGAAER), Gerardo RUIZ, Adjoint au Chef du BRECI, Marie-Catherine Arbellot de Vacqueur, cheffe par intérim du SRFD Bourgogne Franche-Comté, Emmanuel Cocher, Ambassadeur de France au Paraguay.

Une opportunité à 12 000 km : du Service Civique à l'enseignement



Le mois de juin 2015 a transformé la vie de Valentin. Il est touché par l'accueil, l'hospitalité et la convivialité de ces chiliens qui « ne roulent pas sur l'or » mais qui partagent généreusement leur quotidien.

Dans le cadre de son BTS aquacole à l'EPL du Morvan, Valentin Moret effectue son stage professionnel à Coyhaique, dans une ferme salmonicole de Patagonie. La volonté des Chiliens de maintenir leur culture et leurs traditions, de la danse Cueca, des musiques Chamamé de Patagonie ou de la Tonada avec la harpe, en passant par le rodéo, force selon lui le respect.

Du stage au Service Civique

Durant le stage, il est intrigué par les multiples différences avec l'aquaculture en France : les méthodes de travail comme les 45h de travail hebdomadaire mais surtout la technologie moderne, lui qui avait entendu parler d'un pays en voie de développement.

Diplômé l'année suivante, il se lance sur le marché du travail français et malgré des entretiens dans tout l'hexagone, le bilan reste mitigé. Alors qu'il entend sa famille lui répéter : « profite tant que tu es jeune », il rencontre un étudiant chilien venu en France grâce à un Service Civique réciprocity. Béatrice Morel, alors animatrice du réseau Chili lui parle du dispositif. A l'automne 2017, il valide, pour un départ l'été suivant, le projet Service Volontaire au Chili proposé par l'enseignement agricole. Qui dit Service Civique dit mission : ce sera l'enseignement de la langue française à Duao, dans la région du Maule. Ainsi, en juin 2018, il se retrouve à dispenser des cours au lycée agricole de Duao, partenaire historique de son établissement et relais de son stage.

Cette année s'avère riche en expériences : il évoque tant le partage avec les collègues que les riches échanges avec les élèves qui lui témoignent confiance et respect. D'ailleurs une fois sa mission annuelle effectuée, et vu l'intérêt suscité auprès des élèves, la direction lui propose de continuer.

« Je me sentais utile, jamais je n'aurais pensé auparavant me retrouver face à des élèves, ça m'a plu, je me suis dit, allons-y »

Il s'installe donc sur place, au Chili, à 12 000 km de sa vie en France.



Du Service Civique à l'enseignement

Depuis, il vit à Talca, dispense environ 27h de cours de français hebdomadaire plus 14h d'atelier de sciences et de découverte de la culture française. Valentin propose le rendez-vous hebdomadaire : « l'Académie française », pour découvrir la culture et l'histoire de France à travers des vidéos, des diaporamas et des jeux, des musiques ou des énigmes, ainsi que des repas à thème ou encore des histoires populaires telles que « La bête du Gévaudan », « Le pirate François l'Olonnais » ou encore « Le diamant bleu de la Couronne ».

Quant aux éventuelles difficultés rencontrées, elles sont de deux ordres répond Valentin : d'un côté la langue, alors qu'il parlait espagnol, il a découvert le Chilien et son « modismo », ses multiples mots spécifiques au pays, d'un autre, un système bureaucratique « comme le notre » où les démarches administratives peuvent s'avérer laborieuses et où l'obtention d'un visa peut prendre une année.



Désormais, il se sent appartenir à une grande famille soudée. Il rappelle qu'avec son BTS, il ne disposait d'aucune formation d'enseignant et bien qu'il ait appris « sur le tas », cela s'est très bien passé. Il est ravi d'avoir avancé ainsi ; en pratiquant.

Enfin, si 2020 lui a paru ennuyeuse, pour rappel, les élèves ont passé l'année scolaire entière en distanciel de mars à décembre.

La rentrée de janvier 2021 s'est tenue et la situation s'améliore. Pourvu que cela dure !

Vidéo témoignage de Valentin



Contact : Wiliam Gex, animateur du réseau Chili - wiliam.gex@educagri.fr



EPA2 «ENSEIGNER À PRODUIRE AUTREMENT, POUR LES TRANSITIONS ET L'AGRO-ÉCOLOGIE»

Deux ans après le lancement du plan EPA2 «Enseigner à Produire Autrement, pour les transitions et l'agro-écologie», ce dossier thématique propose de faire le point sur, d'une part les multiples initiatives qu'il a suscitées dans les établissements et d'autre part, les méthodes d'accompagnement des établissements qui ont été mises au point au niveau national et régional. La direction générale de l'enseignement et de la recherche (DGER) et ses réseaux thématiques, les directions régionales de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt (DRAAF) et les écoles du Dispositif National d'Appui (DNA) se sont en effet fortement mobilisées pour accompagner les responsables des établissements (équipes de direction, référents «Enseigner à Produire Autrement» (EPA) en établissement, etc) à réfléchir puis définir leur stratégie vis-à-vis des enjeux de transitions nécessaires aux métiers du vivant. Cette première phase s'achève début 2022 avec l'écriture des plans locaux EPA2, par chaque établissement, qui définissent des objectifs adaptés à chaque contexte territorial.



Retrouvez toutes les informations & ressources EPA et EPA2 sur Chlorofil



Chlorofil
Par et pour les professionnels
de l'enseignement agricole

Accompagner les transitions par la formation et l'innovation

Enseigner à Produire Autrement 2 (EPA2) donne du sens, une vision commune, aux démarches de réflexion de fond sur les transitions qu'opèrent sur chaque territoire tous les établissements de l'enseignement agricole au travers de l'écriture de leurs plans locaux EPA (PLEPA).

Faisons le point sur les tendances fortes déjà engagées en lien avec les politiques publiques du MAA et leurs applications dans chaque région, orientations rappelées par chacune des DRAAF/SRFD en 2021 (étape 1 de leur Plan Régional Enseigner à Produire Autrement (PREPA)).

Les exploitations ont poursuivi l'intégration de pratiques agro-écologiques dans leurs systèmes de production. La limitation de l'usage d'intrants de synthèse et la participation des établissements dans des actions ECOPHYTO concernent 95% d'entre eux. L'arrêt de l'usage du glyphosate est une action phare de l'année scolaire passée avec, fin octobre 2021, 87% des exploitations agricoles de l'enseignement public ne l'utilisant plus. L'objectif de 90% fin 2021 devrait être atteint.

Abandonner l'usage d'herbicides chimiques nécessite qu'il y ait une vraie réflexion en reconception complète du système de production. La démarche préconisée par Réso'them a été de réaliser un entretien stratégique afin de définir les chantiers prioritaires à entreprendre sur l'exploitation et orienter ensuite le choix des méthodes de diagnostics éclairant les marges de manœuvre en changement de pratiques agricoles. Un projet collectif mené par l'Institut Agro permettra d'accompagner les dernières exploitations utilisatrices, afin d'atteindre l'objectif de 0 glyphosate dans l'enseignement agricole fin 2022.

Raisonner au cas par cas les transitions

L'effort sur le développement de l'agriculture biologique s'est renforcé en 2021. Désormais, 27% de la surface agricole totale des exploitations du secteur public sont actuellement certifiées en AB et l'objectif de 30% devrait être atteint à l'issue du plan. La conversion en AB permet de se rapprocher du processus de reconception, notamment en visant la moindre dépendance aux intrants.

26% des exploitations sont labellisées HVE3 ou plante bleue et 44% sont en démarche de certification. Dans le domaine de l'horticulture et du paysage, des démarches guidées de labellisation fédératrices de nouvelles modalités d'apprentissage sont en cours avec un rapprochement des activités de productions horticoles avec celles des domaines paysagers (végétal local et EcoJardin, etc).

En élevage, la fragilisation des systèmes liée aux accidents climatiques (sécheresses à répétition) est de plus en plus fréquente et oblige nos

exploitations à raisonner au cas par cas les transitions : diminuer le nombre d'animaux pour s'adapter aux ressources, compenser la perte de volume de production par le passage au label bio, etc. Pour autant, la tendance générale est à l'autonomisation fourragère et protéinique et l'engouement pour des techniques comme le pâturage cellulaire dynamique. Une quinzaine d'établissements sont dans le projet Cap'Protéines élevages et bénéficient de financement du Plan de Relance pour conduire des expérimentations.

En santé animale, l'entrée « biosécurité » s'est élargie au dossier des intrants pharmaceutiques dont la réduction des usages est le maître-mot en application du plan ECOANTIBIO. Les exploitations ont lancé des réflexions sur le concept de « One health » incluant le tryptique « santé animale – santé humaine – santé de l'environnement ». De même, le fait que 40 directeurs d'exploitations aient fait sur la campagne 2019-2020 un diagnostic « Bien-Etre Animal » montre la prise en compte de cette préoccupation.

Concernant la mise en œuvre des 5 mesures pour la restauration collective de la loi EGalim, les établissements sont en marche, certains dépassant déjà les objectifs. Mais, à l'image de l'ensemble de la restauration collective française, l'objectif de 50% de produits de qualité, dont 20% de produits bio au 1er janvier 2022, sera difficile à atteindre : 11% en moyenne de produits bio d'après l'enquête de juin 2021 dans les cantines des lycées agricoles.

Les leviers sont à rechercher dans la synergie entre les mesures : gaspiller moins, moins de protéines animales mais de meilleure qualité, dans l'insertion active dans les projets alimentaires territoriaux (PAT). Ceux-ci sont en forte croissance grâce à leur soutien dans le cadre du plan de relance et actuellement 8 établissements sont accompagnés dans une réflexion élargie de « Projet Alimentaire Durable d'Etablissement » (PADE) par le CEZ de Rambouillet.

De manière transverse, les sciences participatives s'impliquent en observation de la biodiversité. Par exemple, le lycée privé de Dol de Bretagne l'incorpore dans son PLEPA car c'est aussi un bon outil d'ancrage et, sur cet établissement, les écodélégués sont devenus les « ambassadeurs des transitions ».

L'année 2021 a notamment vu le démarrage effectif du projet national « Biodiv'Expé » soutenu financièrement par l'OFB, et qui mobilise 7 établissements dont 1 des axes majeurs du projet d'établissement est centré sur la protection de la biodiversité.

Ainsi, la dynamique EPA2 offre un cadre pour que chaque établissement sorte des ornières du quotidien et agisse concrètement sur son territoire vers l'agro-écologie et pour accompagner par la formation et l'innovation, les transitions en cours dans les secteurs des métiers du vivant.

Un dispositif d'appui pour bâtir ensemble les transitions

De façon à accompagner la mise en œuvre du plan EPA2, de la rénovation des diplômes jusqu'à son déploiement dans les lycées, les réseaux d'appui à l'enseignement agricole se mobilisent.

Présentation

« Si le premier plan EPA était centré sur les exploitations et la technique, EPA2 touche toutes les disciplines, bousculant les habitudes et les rôles de chacun », estime Béatrice Dégrange, d'Agrosup Dijon, l'un des **cinq établissements du dispositif national d'appui** avec la Bergerie Nationale, l'institut Agro qui regroupe maintenant Florac et Agrocampus Ouest, l'Ensfea à Toulouse.

Pour accompagner les établissements d'enseignement agricole vers la transition écologique sur les aspects techniques comme en matière de pédagogie, le dispositif national d'appui (DNA) travaille avec les réseaux des commanditaires EPA2, SDRICI/BDAP⁽¹⁾ et SD/POFE⁽²⁾ dont les Réso'them, le réseau national éducation développement durable, ou encore le réseau éducation à la citoyenneté et à la solidarité internationale.

En région, les chargés de mission rattachés aux DRAAF font le relai.

Un réseau national

Après avoir réalisé le diagnostic du premier plan EPA, les établissements du DNA ont contribué à élaborer EPA2. Leurs missions d'appui sont nombreuses : traduction des politiques publiques dans les référentiels, accompagnement des équipes pédagogiques en établissements, recherches-action, formations-action, production de ressources, outils de diagnostics pour les PLEPA⁽³⁾, accompagnement des dispositifs Casdar, etc. Ces missions sont menées en collaboration inter-établissements du DNA mais chacun y apporte ses spécificités. AgroSup Dijon est plus spécialement chargé de l'écriture des référentiels. La Bergerie Nationale a la particularité « de tenir ensemble technique et pédagogie », selon Christian Peltier. L'institut Agro a toujours cultivé une entrée environnement (diagnostics environnementaux) et développe des thématiques comme le pastoralisme ou la didactique professionnelle, l'ENSFEA se penche sur la controverse et l'appropriation des référentiels, ...



Ces établissements assurent également la formation des référents EPA, tiers-temps, chefs de projet et de partenariat basés en lycées. Sur certains aspects plus techniques, ils travaillent avec le collectif des animateurs Réso'them, au nombre de dix et spécialisés chacun dans un domaine : biodiversité, élevage, agriculture biologique, énergie et climat, hortipaysages, controverses, eau, agronomie - écophyto, alimentation et bientôt agriculture numérique - agroéquipements. « La mobilisation des exploitations et ateliers d'établissements reste notre spécificité, détaille Claire Durox, chargée de la thématique énergie et climat. Mais nous accompagnons aussi les apprenants et la communauté éducative. Nous favorisons les liens entre recherche, formation et développement. Nous produisons des articles, des vidéos, etc. ».

Des relais en région

En région, l'appui à la mise en œuvre opérationnelle d'EPA2 repose sur les chargés de missions ADT/ADEI, (Animation, développement et territoire/Animation et développement de l'expérimentation et de l'innovation)⁽⁴⁾.

« Notre rôle est de faire l'interface entre les politiques nationales et leur déclinaison régionale, tout en accompagnant les établissements à les adapter aux réalités locales. Nous accompagnons les établissements dans leurs projets techniques et/ou stratégiques (conversion bio, démarche HVE⁽⁵⁾, partenariats territoriaux...), dans l'écriture de leur PLEPA. L'appui à EPA2 passe aussi par des projets interdisciplinaires et transversaux aux axes du plan et nous animons en région les réseaux des dispositifs tiers-temps, référents EPA, chefs de projet... » explique Christophe Dempierre, correspondant national basé en Hauts-de-France.



Si les acteurs de l'appui sont persuadés « qu'il faut entrer en transition », selon Claire Durox, ils ont aussi en commun la volonté « d'amener les équipes des établissements à réfléchir ensemble les voies des transitions, agroécologique et éducative » comme le rappelle Christophe Dempierre.

- (1) Sous-direction de la recherche, de l'innovation et des coopérations internationales/Bureau du développement agricole et des partenariats pour l'innovation
- (2) Sous-direction des politiques de formation et d'éducation
- (3) Plan local enseigner à produire autrement
- (4) les chargés de missions ADT ADEI et les CDM politiques éducatives en DRAAF SRFD font également partie du dispositif d'appui
- (5) HVE : Haute Valeur Environnementale

Des plans locaux parés pour le lancement

Quels sont les conditions clés pour réussir la construction des Plans locaux des établissements ? Afin d'aider les équipes des établissements dans l'élaboration de ceux-ci, une méthode est proposée : « **diagnostic EDD ETAB** ». Cette méthode se déroule en plusieurs étapes que Christian Peltier, personne ressource sur les PLEPA au niveau national, rappelle en filant la métaphore spatiale.



« Pour moi, l'objectif est littéralement de faire décoller l'établissement dans son ensemble vers les transitions ! **Le 1^{er} niveau** de la fusée est une étape d'information à destination des référents EPA des établissements lors d'un webinaire national où la méthode, basée principalement sur un outil de positionnement Education au Développement Durable en 18 questions qui a été enrichi, croisé avec d'autres méthodes, est présentée et fait l'objet d'un échange.

Le 2^{ème} niveau est la présentation de la démarche dans son ensemble aux référents et aux équipes de direction d'une région avec pour problématique : Quel est l'intérêt d'utiliser cette démarche pour vos établissements ?

Le 3^{ème} niveau est une formation courte pour les référents EPA volontaires Et enfin **le 4^{ème} niveau** consiste à mettre en œuvre le diagnostic dans un établissement pilote par région (référént national + référént local, voire chargés de mission ADT-ADEI & politiques éducatives) en présence d'autres référents formés ; l'idée étant que des binômes de référents se constituent pour déployer la méthode dans d'autres établissements de la région.

Les cinq conditions sine qua non d'un PLEPA réussi ?

- ▶ Il devrait fédérer les idées de l'ensemble de la communauté éducative ;
- ▶ Être un document stratégique avec 5 ou 6 grandes actions ;
- ▶ Montrer les évolutions attendues au niveau des apprentissages ;
- ▶ « Reconnecter » avec le projet d'établissement ;
- ▶ Et surtout rendre visible la question de la durabilité des pratiques et des transitions dans sa phase de diagnostic. »

Actuellement de telles démarches sont engagées dans des établissements d'une dizaine de régions et permettent de faire émerger des actions spécifiques et stratégiques.

Contact :

Anne-Caroline Vinet (Chargé de mission ADT-ADEI en Ile de France)

anne-caroline.vinet@educagri.fr

Christian Peltier (Bergerie Nationale) - christian.peltier@educagri.fr

CNEAP Nouvelle-Aquitaine : Mise en place de formations (intra et inter) sur l'écriture du PLEPA

Jean-Noël Bergeron, enseignant, coordinateur BTSA ACSE et référent CNEAP Nouvelle-Aquitaine EPA2 et Karine Vincent, en charge de l'ingénierie de formation pour les enseignants du technique en production agricole et aménagement paysager à l'IFEAP ont mis en place des formations (intra et inter) sur l'écriture du PLEPA. Rencontre

« La région Nouvelle-Aquitaine compte 19 établissements privés CNEAP. Lorsque le plan EPA2 est arrivé, une question s'est posée : comment mettre en place ce plan ainsi qu'une articulation régionale entre les établissements ? Dans un premier temps, il fallait présenter le plan EPA2 qui diffère du premier plan parce qu'il englobe toutes les formations. Et en effet dans notre région où 70% de nos formations sont consacrées au service, les établissements se sentaient peu concernés. Il fallait donc convaincre les chefs d'établissement et les équipes de l'intérêt d'intégrer ce plan. »

A cette fin, Jean-Noël Bergeron a contacté l'IFEAP afin de travailler avec des professionnels de la formation pour créer une formation destinée aux équipes sur



L'IFEAP QUEST-CE-QUE C'EST ?

L'IFEAP est un organisme de formation reconnu par l'Enseignement Catholique et certifié QUALIOPI au titre des catégories :

- Actions de formation
- Actions permettant de valider les acquis de l'expérience (VAE).

Il accompagne et forme particulièrement l'ensemble des personnels des établissements du réseau CNEAP. Chaque métier de l'enseignement et de l'éducation est concerné par l'offre de formation annuelle encadrée par une équipe de formateurs experts et innovants.

Retrouvez l'offre de formation :

www.ifeap.fr

l'élaboration des plans locaux EPA2. « Nous nous sommes adaptés à la demande et nous avons fait 2 groupes. Des établissements souhaitaient un appui direct et spécifique avec un accompagnement jusqu'à la rédaction en partant des spécificités de leur établissement. D'autres préféraient un accompagnement plus léger avec comme objectif principal l'acquisition d'une méthodologie. Pour le premier groupe la formation était de 2 jours en présentiel et 3 classes virtuelles de 2h. Pour le second 1,5 journée en distanciel. 13 établissements sur 19 ont bénéficié de l'une de ces formations. »

Karine Vincent et Jean-Noël Bergeron ont noté une volonté réelle de profiter des opportunités offertes par les différents axes d'EPA2 pour valoriser ce qui est fait dans l'ensemble des formations quel que soit le secteur.

Suite à cette expérience en Nouvelle-Aquitaine, deux autres régions, via leur délégué régional CNEAP, sont aujourd'hui demandeuses pour profiter de la formation mise en place en Nouvelle-Aquitaine.

Le plan local a servi à ce que l'on s'accorde tous ensemble

« Telle une partition que suit un orchestre symphonique, le plan local EPA2 a été pour les personnels du lycée, l'occasion d'harmoniser les projets qui étaient déjà très variés et nombreux. »

Julie Chavagneux directrice adjointe au lycée horticole de Castelnau-le-Lez, nous livre son témoignage sur les conditions qui ont fait émerger le PLEPA de l'établissement.

Forte de son expérience de Conseillère principale d'éducation, Julie Chavagneux semble à l'aise avec la conduite de projet. À sa prise de fonction, elle doit réaliser un diagnostic *« J'ai saisi cette opportunité pour créer du lien en interne et mettre les apprenants au cœur de la démarche. Le plan (PLEPA), réfléchi à l'issue du 1er confinement, a été construit au fil de l'eau en trouvant des solutions en fonction des nécessités. **La première** : Réouvrir l'exploitation horticole ! Les enseignants ont monté un drive et les élèves de toutes les filières ont été associés à l'aventure : l'émulation était créée. **La deuxième**, recruter une personne pour appuyer la démarche éco-responsable. Nous avons choisi de faire appel à une service civique qui s'est avérée particulièrement efficace et motivée : un diagnostic de plus d'1 mois a permis d'aller à la rencontre de tous, puis la mise en place d'un groupe de travail de 27 personnes dont 10 jeunes et d'un COPIL sur un mode très participatif a permis de répertorier quelques actions dans les axes du PLEPA. **Enfin, la troisième nécessité** était la mise en valeur d'actions vitrines comme la mise en œuvre d'un plan climat avec l'association « les artistes ateliers » ou encore la création d'un jardin sensoriel au CHU de Montpellier.*

La transformation du site internet du lycée en site collaboratif permet également aux volontaires engagés de valoriser leurs actions régulièrement... »

Le Programme Régional EPA : faire correspondre les grands enjeux du plan EPA 2 avec les spécificités régionales

Témoignage de Céline Leprovost, chargée de mission DEI en région Hauts-de-France.

« Le document régional est conçu pour accompagner les Plans locaux EPA. Celui-ci est basé avant tout sur un travail collaboratif entre plusieurs chargés de missions du SRFD : ADEI, politiques éducatives et DRTIC. Le document présenté aux chefs d'établissement de la région est, en son état actuel, un préambule au Plan régional EPA puisque celui-ci sera finalisé à partir des plans locaux EPA qui sont en cours de rédaction par les établissements.

Dans notre région, le parti pris a été de formuler trois priorités autour desquelles les Plans locaux EPA s'articuleront. La première, dynamiser les transitions éducatives, la seconde valoriser la dimension collective et la troisième, repenser le rapport Homme-Nature.

Un panel de ressources à utiliser en fonction des orientations choisies par les établissements

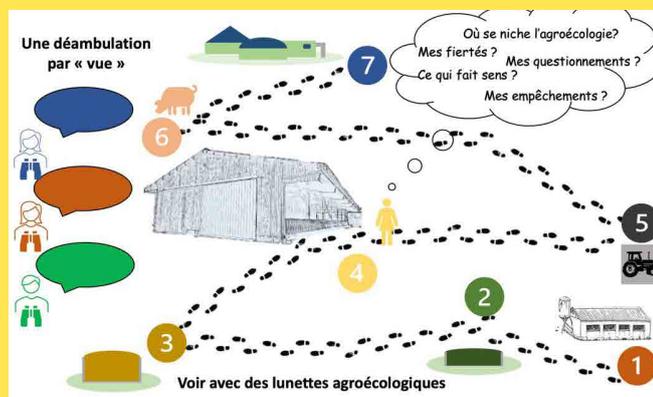
Le document régional est pensé comme un outil pratique à destination des établissements. De nombreuses fiches-ressources y sont annexées : sur l'agriculture biologique, la démarche EDD, mais aussi les politiques publiques et dispositifs pour les déployer. Un travail collaboratif a été mis en place afin de faire valider ces fiches-ressources par les référents ou « experts » des autres services de la DRAAF. Des fiches sur les labels HVE ou PAP, la labellisation E3 D de l'Education Nationale, le dispositif NEO sur le numérique financé par le Conseil Régional ou encore les open badges... font partie de la panoplie.

Concernant le calendrier, en décembre 2021 les Plans locaux seront centralisés au SRFD. Une synthèse régionale sera proposée avant l'été afin que le Plan Régional EPA soit finalisé en décembre 2022.

Une instance vivante « vitrine de l'enseignement agricole auprès des partenaires régionaux » est actuellement en gestation avec comme objectif : l'intervention des jeunes et la valorisation de leurs actions. »

L'entretien stratégique : une démarche pour mettre en œuvre l'agro-écologie et les transitions

La démarche d'entretien stratégique, conçue et proposée par Réso'them, est un outil pédagogique qui permet aux apprenants d'apprendre à conduire un entretien, d'analyser des problématiques locales et d'être force de propositions. Elle offre des « lunettes » agroécologiques et des transitions aux élèves pour étudier des pistes d'avenir afin de contribuer au plan d'action local de mise en œuvre de l'agro-écologie et des transitions. Basée sur une déambulation (une ferme, un atelier technologique ou une cuisine), elle s'appuie sur la réalité vécue par les acteurs de terrain. Elle permet d'identifier ce qui fait sens, ce qui questionne et ce qui fait la fierté des acteurs locaux interviewés.



Une directrice d'exploitation agricole (DEA) enquêtée témoigne : « C'est une autre façon de regarder la ferme. Je n'ai pas du tout vécu la même visite que d'habitude avec les classes. ». Pour un autre DEA récemment affecté : « Cet apport par diagnostic, ces regards extérieurs peuvent nous aider dans notre cheminement. ». Un DEA expérimenté complète avec ces propos : « On touche à ce qui peut faire sens dans notre quotidien. Ce métier, on ne peut pas le faire sans croire à ce qu'on fait. Ce ne sont pas des choses que les diagnostics classiques ou les approches système amènent à exprimer. ». Cette démarche part du vécu des acteurs et prend en compte des dimensions qualitatives ignorées dans les enquêtes basées sur des indicateurs.

Simplicité d'utilisation

Les enseignants impliqués témoignent aussi de l'intérêt pédagogique de la démarche : « C'est un formidable apport pédagogique pour aborder l'agro-écologie car la démarche donne aux élèves de nouvelles paires de lunettes ». Pour eux, « C'est une aide au PLEPA (Plan local Enseigner à produire autrement) et à l'intégration des élèves ». Du fait de sa simplicité et de sa facilité d'utilisation : « On pourrait faire l'entretien stratégique à la fois sur l'exploitation agricole et sur l'exploitation de stage de chaque élève ».

Les apprenants s'expriment également sur leur expérience d'enquêteurs : « Ça nous a permis de voir les problèmes et de comprendre le fonctionnement global de l'exploitation et sa complexité. » (Étudiant en BTSA Viticulture-œnologie) et pour des premières STAV (Sciences et technologies de l'agronomie et du vivant) « C'est un moment d'échanges avec les acteurs comme si nous étions vraiment dans les coulisses de l'établissement au cœur de la réalité du terrain ».

L'analyse des résultats de l'entretien stratégique repose sur l'identification d'éléments clés tels que les mots clés, les fiertés, les dilemmes, les idées et les pistes issues des interviews. Un débriefing de deux heures entre les enquêteurs, en l'absence de l'enquêté, permet d'échanger sur les informations collectées, de les compléter et de mettre en évidence les points de compréhension ou d'incompréhension. L'équipe met en évidence les chantiers prioritaires à passer au filtre de la grille ESR (Efficience/Substitution/Reconception) utilisée en agro-écologie. La présentation des résultats fait enfin l'objet d'une restitution, auprès de l'équipe de direction et de la communauté éducative, pour préparer des plans d'action locaux pour la mise en œuvre de l'agro-écologie et des transitions.



Les apprenants dans les transitions et l'agro-écologie

L'objectif des axes 1 et 2 est d'avoir une approche systémique des transitions et de l'agro-écologie, d'affirmer la dimension éducative et pédagogique de ce plan, et de positionner l'apprenant comme acteur/ auteur de ses apprentissages. Repositionner les apprenants au cœur du système est la clé de voûte de la démarche EPA.

Les écoresponsables sont des jeunes volontaires qui, par leur engagement, impulsent une dynamique au sein de leur établissement. Le réseau des écoresponsables est pleinement acteur du plan EPA2.

En s'investissant dans des projets, en analysant des problématiques et en trouvant les solutions adéquates, les écoresponsables acquièrent de nombreuses compétences transversales ou techniques qui les suivront dans leur vie de professionnel et de citoyen.

Cette dynamique de pairs à pairs est un volet important du plan EPA2. Les établissements peuvent faire appel au [réseau national éducation au développement durable](#) pour les accompagner.

Au-delà des écoresponsables, d'autres jeunes sont mobilisés dans EPA2

Préparer les jeunes à débattre, développer leur participation active dans la conduite de projets sont autant de pistes à explorer aussi. Pour cela les équipes peuvent s'appuyer sur les dynamiques de projets développées dans les exploitations agricoles et les ateliers technologiques.

Par ailleurs, d'autres Appels à projets du bureau de l'action éducative et de la vie scolaire (BAEVS) de la DGER peuvent permettre d'encourager la parole et l'initiative des apprenants sur les questions des transitions et de l'agro-écologie comme par exemple le concours de plaidoirie citoyenne.

Implication des jeunes dans EPA2, quelques exemples en région Normandie

La mobilisation des jeunes est souhaitée et attendue dans l'élaboration des plans locaux d'enseigner à produire autrement. Elle peut s'opérer de différentes façons. Explications

Les apprenants peuvent s'impliquer dans EPA2 hors et dans la classe. Ils peuvent être partie prenante dans les diagnostics entrepris et permettant de faire émerger les quelques actions globales, structurantes à engager dans le cadre du PLEPA de l'établissement. Ils peuvent également être impliqués dans la mise en œuvre et le suivi de ces actions structurantes, en tant que membres des groupes de travaux/ateliers des transitions, qui réfléchissent à l'écriture des fiches actions (objectifs, moyens d'actions, suivi de la mise en œuvre sur la durée), au même titre que les personnels.



Au lycée d'Alençon Sées, pour construire le PLEPA, 12 apprenants ont participé à au moins un de ces « ateliers des transitions » parmi les 55 personnes mobilisées. Parmi eux Ines et Maéva, en 1^{ère} STAV qui s'investissent pour l'action : [Imaginer et créer un court module «citoyenneté professionnelle» pour interroger les métiers au travers du filtre de la durabilité](#)

« C'est bien, ça donne envie, c'est bien pour notre avenir ! On a fait une première réunion et on a décidé qu'il y aurait 3 parties dans ce module. On voudrait tester ce module l'an prochain pour les classes de secondes. C'est bien de voir que les métiers changent pour comprendre pourquoi...On continuera à participer aux autres réunions de cet atelier. En plus on pourra expliquer ce travail dans l'Unité facultative engagement citoyen pour le bac dans lequel on est inscrit en tant qu'écoresponsables. En plus en classe on participe à un projet avec l'Institut international pour les droits de l'homme et pour la paix pour proposer nos recommandations pour l'ODD n° 4 « éducation de qualité » : nous pourrions faire des liens avec ce module... »

Les jeunes peuvent s'engager également individuellement comme ambassadeurs du climat, sentinelles ou écoresponsables dans leur lycée et proposer ou monter des projets, seuls ou avec un éco-encadrant, au sein d'un club de l'ALESA, accompagné par un enseignant d'ESC ou la vie scolaire. Cela s'inscrit dans l'axe 1 du plan national EPA2.

Ils peuvent aussi s'impliquer en réseau au niveau régional ou national, dans les regroupements, réunions ou permanences proposées, en tant que membre des jurys de l'appel à projet national « Tous écoresponsables, on parie ? » ou régional, [AAP« C-Durable »](#) en Normandie par exemple pour étudier les dossiers candidats.

Exemple : [Présentation d'EPA2 aux écoresponsables en Normandie lors de la réunion croisée entre référents EPA2 / Ecoresponsables et éco-encadrants normands](#)



Exemples de participation

Exemple 1 : Entretiens stratégiques conduits par la classe de BTS ACSE 1 avec leurs enseignants : [Diaporama de présentation, Webinaire DEA, 9 septembre 21](#)

Ces entretiens stratégiques seront menés cette année par les élèves des classes de Terminale STAV dans le cadre de la pluri auprès

Exemple2 : Participation d'élèves au diagnostic de la durabilité des pratiques du Campus Terre et Avenir (EPL Alençon-Sées) en vue de l'élaboration du PLEPA dans le cadre de EPA2 – Mobilisation de [l'outil de positionnement « Démarche durabilité établissement »](#) : le niveau de durabilité de 4 axes sont étudiés (fonctionnement, lien au territoire, gouvernance, formation/métiers).

3 questions à Clément Michon élève en 1^{ère} année de BTSA Agronomie et Productions Végétales, scolarisé dans un lycée agricole depuis la classe de 2^{de}.

Comment êtes-vous devenu éco-responsable ?

Je suis curieux de nature et cela m'intéressait de voir ce qu'il se cachait derrière ce mot. Tout de suite cela m'a plu : beaucoup de projets, on parle beaucoup, on débat, on participe à des réunions avec des associations, des professionnels des différents secteurs. Cela nous donne une grande ouverture d'esprit et nous apporte également beaucoup de données qui complètent nos cours.

Comment êtes-vous impliqué dans EPA2 ?

En juin 2021, nous avons été contactés pour participer à une journée consacrée à l'écriture du Plan Local EPA de notre établissement. Il y avait des représentants de tous les gens qui travaillent au lycée. Cela a permis que chacun puisse échanger avec des personnes avec lesquelles nous n'échangeons pas forcément, mais aussi que chacun puisse apporter sa vision des choses, ses questionnements. On a appris des choses les uns des autres. La journée a été séparée en 2 moments : le matin nous avons participé à l'élaboration d'une fresque sur le climat pendant qu'un autre groupe travaillait sur les axes du PLEPA et l'après-midi nous avons tous travaillé ensemble sur les deux axes choisis.

Qu'avez-vous retenu de cette participation ?

En tant qu'élèves, nous nous sommes rendu compte que nous avons des connaissances plus grandes que ce que nous pensions... et que dans ce genre de situation nous savions les mobiliser. Les professeurs qui n'enseignent pas de matières techniques ont été surpris par nos connaissances. Nous avons apprécié que nos avis soient entendus et écoutés. Nous étions tous sur le même pied d'égalité. Nous n'étions pas seulement présents pour la forme. Aujourd'hui, j'ai quitté le lycée de Sées mais je sais que ce que nous avons proposé est en train d'être mis en place.

C'est important de travailler tous ensemble !

LIENS INTERACTIFS :

<https://docs.google.com/presentation/d/1RFiqMek4N5hPpLoEoofQybdAlrr4LurFpjP9nt68KfY/edit?usp=sharing>

<https://docs.google.com/presentation/d/1bmKM-FYSocus4XfR9VXbuCMdghk9Dti7ECMq8nBQSxY/edit?usp=sharing>

<https://docs.google.com/document/d/1YGESShEbuuNCFHh-c8yYWU-duZxRX5Fe/edit?usp=sharing&oid=104964893748655495260&rtpof=true&sd=true>

<https://docs.google.com/presentation/d/12X4NmU4mxsHbXEGRIbN29NDuiC14YFZA1MOVeHjVykg/edit?usp=sharing>

OUTIL DE POSITIONNEMENT « démarche durabilité établissement »

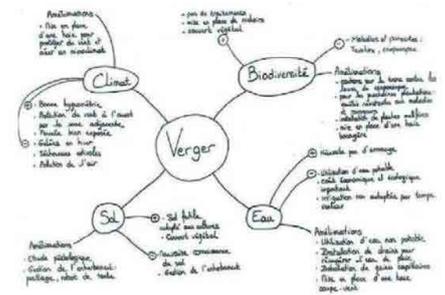
NOUVEAU [site du Réseau National des Ecoresponsables](#)

Élaboration d'un questionnaire diagnostique : échanger pour avancer

Malgré la crise sanitaire, les confinements, l'enseignement en distanciel, ... deux classes du lycée de Nantes se sont pleinement impliquées pour contribuer à l'élaboration du Plan local EPA. Jérôme Poureau enseignant en horticulture, aménagement paysagers et référent EPA2 nous retrace les étapes de ce travail.

« Nous n'avons pas d'exploitation sur le lycée mais un atelier de production. Résol'them a proposé une démarche pour la mise en place de l'[entretien stratégique pour l'élaboration des plans locaux EPA](#). Dans le montage de cet outil, nous avons travaillé à quatre enseignants afin de définir une progression pédagogique et une organisation sur les deux publics en formation, élèves et étudiants. Les élèves de Terminales Bac Pro Conduite de production horticoles et BTSa en production horticole ont suivi cette démarche et se sont mobilisés durant le second semestre 2021 pour élaborer un questionnaire diagnostique de l'outil de production de l'établissement. L'objectif de ce questionnaire : trouver des pistes d'amélioration et réfléchir aux transitions agro-écologiques pour entamer une démarche de certification AB pour l'atelier de production. Nous souhaitons que les élèves puissent réfléchir sur les démarches mises en place dans l'établissement mais aussi sur leur lieu de stage par exemple. Cela a permis d'avoir un regard croisé entre les deux niveaux de classes. L'intervention d'un conseiller agricole du Groupement Agriculture Biologique (GAB) a été une véritable valeur ajoutée.

Les résultats de l'enquête ont permis de mettre en lumière les freins pour la transition en agriculture biologique et de mettre en place une réflexion pour une meilleure planification des cultures. Cette année le groupe va travailler sur la certification AB avec un organisme spécialisé. Ce travail a été apprécié par les élèves à plusieurs titres : il leur a permis d'échanger avec une autre classe, ils ont pu donner leur avis et être écoutés. Être responsable d'un projet avec une marge de manœuvre, de l'autonomie est aussi propice à l'épanouissement professionnel que personnel. Du côté enseignant la satisfaction est grande aussi, car ce travail en concertation entraîne remise en question des façons de fonctionner, mais aussi harmonisation dans les pratiques et permet d'avancer ensemble. Cela a permis des échanges riches entre jeunes, entre enseignants et surtout entre les 2 groupes. »



Travaux d'analyse des étudiants de Nantes (crédit photo J. Poureau)



Pour renforcer ses compétences à enseigner les transitions (agro) écologiques

Crisalide est l'espace en ligne de l'enseignement agricole qui rassemble plus de 130 ressources ou parcours de formation pour renforcer ses compétences à enseigner les transitions (agro)écologiques.

Depuis sa création en 2021, Crisalide permet d'accéder sur un seul et même espace à l'ensemble des ressources (synthèses et repères pédagogiques, témoignages, outils et démarches) et des scénarios de formation conçus ou repérés ces dernières années dans l'enseignement agricole pour aider les équipes pédagogiques à enseigner les transitions (agro)écologiques.

Il s'adresse à tous les acteurs de l'enseignement agricole qui cherchent des ressources en lien avec la question de l'enseignement des transitions (agro)écologiques. Les personnes positionnées en région ou en établissement ayant une fonction de formation ou d'accompagnement d'équipes pédagogiques (référents régionaux EPA2, coordonnateurs, directeurs adjoint, chargés de mission...) peuvent mobiliser ces ressources pour concevoir des parcours de formation d'enseignants ou tout simplement s'inspirer des scénarios proposés.

Cet espace se veut collaboratif et chacun peut être contributeur et proposer de partager ses ressources et scénarios de formation.

← Pour accéder à Crisalide

Contact : christele.roux@agrosupdijon.fr

Rénovation des référentiels - «On y travaille, et, surtout, on y bataille»

Les ressources et expériences relatées sont au plus près des exigences des référentiels de diplômes notamment ceux rénovés dans une approche tout à la fois capacitaire et tenant compte des transformations qu'induisent les transitions ((agro)écologiques, énergétiques, sociétales) dans le travail et les métiers auxquels nous formons. Après le bac pro SAPAT, sont aujourd'hui en chantier le CS « Travaux mécanisés de génie écologique », ainsi que les BP, bac pro et CS de la filière agroéquipement.

Contact : isabelle.gaborieau@agrosupdijon.fr



La pédagogie est également en transition : oser dépasser les routines sécurisantes

La rénovation des référentiels engagée en 2008-2009 met au cœur du dispositif des capacités à travailler et non plus seulement des savoirs à connaître : il s'agit de s'y connaître en situation ! Les apprentissages pour les transitions et l'agro-écologie participent pleinement à ce mouvement où le rapport au savoir est bouleversé : ne plus l'administrer mais le faire advenir pour répondre à la situation. Retour d'expériences d'un accompagnateur d'équipes pédagogiques.

Travailler avec le terrain, proposer aux apprenants de s'immerger dans des situations professionnelles et citoyennes, relève de l'identité de l'enseignement agricole. Cela peut soit se passer par la découverte à mains nues, soit par :

- 1- la distribution de connaissances,
- 2- la réalisation d'exercices d'application sur le terrain,
- 3- une évaluation pour vérifier les connaissances acquises, et/ou pour s'assurer que les apprenants ont réussi.

Mais, faire, réussir, n'est pas forcément comprendre et si les « meilleurs élèves » passent facilement d'une situation spécifique à son élargissement, à son abstraction en une modélisation valable pour d'autres situations du même type, ce n'est pas le cas pour l'essentiel des apprenants.

Avec la visée de capacités à atteindre, sans oublier les savoirs qui permettent d'outiller la pensée, c'est un tout autre défi qui se présente aux enseignants.

Avec l'enseignement des transitions et de l'agro-écologie il en est de même : il convient d'oser dépasser les routines sécurisantes.

Comment se saisir de questions vives (incertaines scientifiquement, dans la société ... et dans la classe), de controverses ? Comment prendre effectivement en considération ce que les apprenants savent déjà ou tiennent pour vrai – alors que cela peut constituer un obstacle à de nouveaux savoirs agro-écologiques par exemple ? Comment intégrer la richesse des dynamiques territoriales ?

Mener l'enquête et construire des savoirs

Les réponses passent par un travail de problématisation et de conceptualisation des savoirs qui vont donner du pouvoir sur les situations (savoirs conceptuels issus des sciences, savoirs réélaborer à partir des pratiques des praticiens aguerris), du pouvoir de penser et d'agir en situation. Mais également par des scénarisations pédagogiques qui vont proposer des défis intellectuels tout autant que des défis professionnels et citoyens, qui vont nécessiter d'aller à la rencontre des acteurs. Mener l'enquête va permettre aux apprenants de se construire des savoirs – en collaborant entre eux mais également avec les enseignants, les ac-teurs – si et seulement si un début d'outillage intellectuel est co-construit pour que l'échange avec les acteurs soit plus fructueux. L'interdisciplinarité permet l'apport de disciplines d'enseignement différentes, à partir du moment où :

- 1- les enseignants ont identifié au préalable les savoirs nécessaires qu'ils vont pouvoir faire construire ou faire mobiliser aux apprenants,
- 2- ils ont coordonné leurs interventions au service des objectifs d'apprentissage qu'ils jugent nécessaires pour traiter la situation-problème qu'ils proposent aux apprenants.

Une telle proposition pédagogique et didactique demande une haute professionnalité, agilité et créativité des enseignants/formateurs. Une prise de risque... pour répondre aux exigences des référentiels.

Des expérimentations menées avec des équipes pédagogiques, nous permettent de documenter des conditions de réussite à l'aune du chemin parcouru, de leur trajectoire entre continuité et rupture dans leurs pratiques, des passages difficiles et des étayages nécessaires par l'accompagnement et la formation, des satisfactions et des plaisirs quand les apprenants s'engagent dans des activités qui les impliquent pleinement à la fois en tant qu'apprenants, mais également en tant que personnes en développement, citoyens et professionnels en devenir.

Certaines de ces expériences inspirantes – dessinant des réformes nécessaires pour une pédagogie des transitions et de l'agro-écologie qui vise l'autonomie des apprenants pour leurs choix professionnels, leurs choix de vie pour habiter durablement/soutenablement la planète – sont disponibles sur le site de l'innovation pédagogique de l'enseignement agricole, [POLLEN](#) (notamment [monparam/1331/](#), [monparam/2726/](#), [monparam/4104/](#)).

Christian PELTIER

Coordonnateur et chargé de mission pédagogie, département Agricultures et Transitions / Ber-gerie nationale
Chercheur en sciences de l'éducation, UR-FoAP / AgroSup Dijon / CNAM



L'Enseignement agricole et l'agro-écologie dans la Caraïbe

Le projet Réseau d'Enseignement de l'Agro-écologie dans la Caraïbe : la Transition (**REACT**) vise à renforcer le capital humain des territoires ultramarins afin « **d'Enseigner à produire autrement** » en favorisant la formation et la professionnalisation des élèves, des étudiants et des enseignants des lycées agricoles, ainsi que les maîtres de stage et les enseignants-chercheurs en agrosciences via des mobilités entre établissements d'enseignement, entreprises, ONG et organismes de recherche à l'échelle de la grande Caraïbe. Les partenaires Caribéens du projet REACT travaillent dans la formation et la recherche et sont issus de sept pays : Aruba, Barbade, Cuba, France, République Dominicaine, Saint-Martin et Trinidad et Tobago.

Le projet est une initiative du **réseau Caraïbe** de la Direction général de l'enseignement et de la recherche (DGER) et il est porté par le réseau et l'EPL de Guyane. Ce projet de coopération internationale s'inscrit dans le Plan Enseigner à produire autrement 2 (EPA2) du ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation. Il a obtenu un financement de 1 million 530 932 € dont 75% du Fonds européen de développement régional (INTERREG) et une participation financière des partenaires à hauteur de 25% de la subvention.

Dans ce partenariat, les initiatives régionales de recherche développement serviront à la fois de support d'expérimentation et de support de formation en agro-écologie dans un environnement international Caraïbe afin de :

- Renforcer les systèmes de formation en agro-sciences et la qualité des formations dispensées.
- Mettre en place des échanges de savoirs et des formations pratiques pour les apprenants et personnels éducatif.
- Co-construire, transférer et promouvoir la mise en œuvre de pratiques innovantes en agro-écologie.
- Renforcer la capacité des partenaires à travailler en réseau dans un contexte international.

Les objectifs spécifiques du projet REACT sont en accord avec l'objectif spécifique 16 (TN) du programme INTERREG : accroître la mobilité étudiante et professionnelle au sein de l'espace Caraïbe.

Le projet REACT va permettre des échanges de bonnes pratiques et le développement des recherches autour des options basées sur la diversification des pratiques agricoles mettant en avant l'agro-écologie dans la région de la Grande Caraïbe. Cet investissement dans la formation des apprenants et des personnels est une assurance des capacités futures de nos sociétés à relever les défis d'une agriculture éco responsable et levier de développement. **L'originalité et la valeur ajoutée du projet REACT est de proposer une approche intégrée de formation/recherche/développement.**

- ▶ **Objectif spécifique 1** : Formation des jeunes apprenants français et caribéens, via des stages de 2 à 24 semaines, en milieu international et multilingue,
- ▶ **Objectif spécifique 2** : Renforcement de capacité des enseignants et chercheurs français et Caribéens,
- ▶ **Objectif spécifique 3** : Contribution avec la recherche à renforcer les connaissances sur les systèmes en transition agroécologiques.
- ▶ **Objectif spécifique 4** : Valorisation et capitalisation des échanges de savoirs et de compétences,
- ▶ **Objectif spécifique 5** : Consolidation d'un réseau type "ERASMUS" Caribéen en Agro-sciences.

Interreg
Caraïbes



REACT

Réseau d'Enseignement de l'Agro-écologie dans la Caraïbe : la Transition

Fonds européen de développement régional



ELEFPA DE LA GUYANE

Tél. : 0594 38 76 26 Fax : 0594 38 76 25 www.epl.guyane.educagri.fr
lpa.maccouria@educagri.fr EplefpaGuyaneMatiti

2880 avenue Henry Kong Savane Matiti - BP 53 - 97355 Macouria

Les partenaires du projet Réseau d'Enseignement de l'Agro-écologie dans la Caraïbe : la Transition (REACT) : l'EPL de Guyane, porteur du projet avec comme partenaires les EPL de Guadeloupe, de Croix-Rivail (Martinique), du Robert (Martinique), l'Université de Guyane, le CIRAD Antilles-Guyane, la Collectivité Territoriale de la Guyane française, les directions de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt (DAAF) - Guyane, Martinique et Guadeloupe; l'Université de GranMan (UDG Cuba), l'Université Agraria de La Habana (UNAH Cuba), l'Université d'Artémisa (UNART Cuba), l'institut d'Investigation des cultures Tropicales (INIVIT, Cuba), le Centre national de la santé agricole (CENSA, Cuba), le Centre pour le Développement agricole et forestier de la République Dominicaine (CEDAF, République Dominicaine), l'Université de Ciego de Ávila « Máximo Gómez Báez » (UNICA, Cuba), l'Université Barbados Community Collège (BCC Barbades), le Centro pa Desaroyo di Aruba (CEDE, Aruba), la Caribbean Education and Culture Foundation of Sint Maarten (Saint-Martin), la Chambre de Commerce et de l'Industrie Franco-Dominicaine (CCI République Dominicaine) et l'Université des West Indies faculté d'agriculture (UWI, Trinidad et Tobago).

Les acteurs de l'agriculture biologique (AB) investissent tous les axes d'EPA2

Les projets de développement et de pédagogie de l'agriculture biologique illustrent les actions transversales répondant aux différents axes du plan EPA2. Les exploitations en agriculture biologique sont impliquées grâce à de nombreux partenariats.

L'objectif de 30% de la Surface agricole utile en agriculture biologique est atteignable car les projets se poursuivent dans chaque région comme le soulignent les témoignages (voir encadré de directeurs d'exploitation agricole (DEA)). Certaines exploitations participent à la loi EGALIM pour les cantines. C'est le cas de Montauban (qui accueillera un rendez-vous Tech&Bio en Juin 2022) et d'Ondes en Occitanie (articles sur ces 2 établissements sur le blog du réseau Formabio.)

Quelques témoignages de DEA :

Franck Sangouard à Mirecourt (région Grand Est) : « un système entièrement à l'herbe, permet un travail socialement humain et intéressant pour l'équipe salariée, cœur de l'exploitation, et à qui il faut de la reconnaissance... permise par une prime à l'intéressement »

A Brémontier-Merval en Normandie, Bertrand Cailly est l'acteur principal d'une vidéo diffusée par l'Agence BIO car la reconception du système de l'exploitation lui permet d'affirmer « la stratégie de la ferme, c'est vraiment d'être autonome et économe...les vaches pâturent les vergers, on produit du lait, on récupère le lactosérum et on gère les maladies fongiques du verger... »

En Provence-Alpes-Côte d'Azur, Isabelle Pelegrin, à Carpentras expose les projets : « nous allons restructurer 6 ha de vigne de cuve en AOC Ventoux pour les conduire en AB sur une parcelle à proximité d'un foyer d'accueil, du CFPPA et d'une école primaire et maternelle. De plus, un projet expérimental de 1,70 ha de cerisiers sous panneaux photovoltaïques mobiles et sous filet insect-proof va être mené avec plusieurs partenaires ».



Classe de BP agroéquipement de Montauban, ayant construit un rouleau pour gérer les couverts végétaux en BIO, juin 2021, crédit photo : F. Degache

Des formations sur l'agriculture biologique

Grâce à la rénovation des référentiels, l'agriculture biologique est abordée dans toutes les filières : alimentation bio dans les filières service, actions favorables à la biodiversité et à la prophylaxie en filière aménagement, réglementation bio et techniques en jeu en filière transformation et bien-être en filière production... Pour valider l'acquisition de compétences en l'agriculture biologique, une reconnaissance de formations à orientation l'agriculture biologique (AB) est rendue possible par la note de service DGER/SDPFE/2020-357 du 11 juin 2021.

A ce jour, 95 formations dans toutes les régions de France sont reconnues à orientation « agriculture biologique » ou portent entièrement sur l'agriculture biologique : 11 sites pour la Licence pro « agriculture biologique conseil et développement » et 6 certificats de spécialisation « production, commercialisation et transformation en agriculture biologique ».

Toutes les formations AB sur le [blog FORMABIO](#).

Pour assurer le renouvellement des générations et aider à l'installation d'agriculteurs BIO, les CFPPA proposent de nouveaux parcours de formation répondant aux problématiques de leur territoire : exemples du CFPPA du Campus Bougainville à Brie-Comte-Robert , du CFPPA du Campus métiers nature de Coutances... Philippe Deshayes, son directeur, témoigne : « Nous travaillons dans le cadre d'un programme partenarial lancé en 2020, et nous proposons des parcours de découverte de l'élevage laitier bio de Normandie pour des adultes en projet de réorientation professionnelle ».

Pour boucler le processus, une conversion en AB doit susciter la mise en place de formations à orientation AB. Lors du bilan du plan Ambition bio 2022, Jacques Ferrand, directeur de Brive-Voutezac en Nouvelle-Aquitaine, illustre cette situation.

« Depuis le début des années 2000, l'EPLEFPA de Brive-Voutezac a développé des actions et des compétences en agriculture biologique. Les premières initiatives résidaient dans l'ouverture d'un MIL «agriculture biologique» concomitante à l'implantation d'un verger bio. Depuis, l'établissement a toujours avancé dans le développement de l'agriculture biologique et ses techniques au point de produire désormais 100 % bio. En 2021, nous avons fait reconnaître l'orientation AB de nos formations horticoles (CAP, Bac Pro et BTS). Pour nous, cette reconnaissance ne constitue pas un couronnement mais plutôt une suite logique de notre engagement en faveur de l'agriculture biologique. D'ailleurs, nous venons de décrocher le label Etablissement Bio Engagé. Nous espérons que ces reconnaissances nous permettent de mieux recruter et qu'elles génèrent des retombées territoriales en matière d'amplification des partenariats et de soutien à nos initiatives bio »

Jacques Ferrand, directeur de l'EPLEFPA de Brive-Voutezac

Faire le lien entre les apprenants, les exploitations des établissements et les partenaires

Les rencontres FORMABIO permettent cela. Les dernières se sont déroulées en octobre 2021 au lycée agricole de Chartres. Jeanne Allainguillaume, enseignante au LPA de Montoire en région Centre nous livre son bilan : « Ces rencontres permettent de faire naître des projets et des partenariats, exploitables dans nos enseignements à tous niveaux ».

Dans cette optique d'amplification du mouvement, **le programme ECOPHYTO 2022 va financer des établissements pour travailler en réseau dans le cadre d'un projet nommé ResAB**. Gageons aussi que les conventions FNAB-DGER et ITAB-DGER permettent de poursuivre les collaborations entre les réseaux bio et l'enseignement agricole.

Françoise Degache, ex-animatrice du réseau Formabio et Hervé Longy, nouvel animateur du réseau Formabio



EPA2 ET LA COOPÉRATION INTERNATIONALE

La dimension internationale est indissociable des questions d'agro-écologie et de transitions.

La mission de coopération internationale permet aux établissements d'aborder ces thématiques dans les projets qu'ils construisent avec leurs partenaires. Ils participent ainsi pleinement au déploiement du plan EPA2 au sein de la communauté éducative et contribuent à le faire connaître à l'étranger.

C'est dans ce contexte qu'un groupe de travail s'est constitué autour du BDAPI et du BRECI, associant les établissements du DNA et les personnes ressources de l'enseignement technique agricole. Le groupe structure la réflexion et oriente les actions à venir.

Pour 2022, il s'agit d'initier la mise en place d'un dispositif expérimental s'appuyant sur les établissements volontaires pour identifier et analyser les effets sur les apprentissages des mobilités. « Comment passer d'expériences vécues à l'étranger à des apprentissages en lien avec les transitions et l'agro-écologie ? »

Le dispositif prévoit en fin de projet la production de ressources pédagogiques partageables en France et avec les pays à partir d'une démarche de mise en questionnement avec les équipes sur le lien entre mobilité/transitions/apprentissages



Coopération Enseignement et Groupes en Agro-écologie (CEGA) en Normandie : un partenariat « gagnant-gagnant » pour « faire bouger les choses ! »

Initié par la chambre d'agriculture du département de la Manche (50) en 2017 dans le cadre du Projet Pilote Régional (PPR) du PRDAR et du plan « **Enseigner à Produire Autrement** », le dispositif mobilise aujourd'hui 200 apprenants de l'enseignement agricole public, privé et de l'enseignement supérieur, 300 agriculteurs et une trentaine de partenaires avec un cofinancement de l'Agence de l'Eau Seine-Normandie (AESN).

Les collectifs agroécologiques (GIEE, réseaux DEPHY et groupes 30 000) ont vocation à partager leurs expériences et constituent des supports de formation et d'apprentissages des transitions « *en situation* » pour les étudiants de BTSA Analyse, conduite et stratégie de l'entreprise agricole (ACSE), de Bac pro et de BP Responsable d'entreprise agricole (REA). C'est la chambre régionale d'agriculture de Normandie (CRAN) qui les met en contact avec les établissements. Les apprenants sont associés à un collectif par groupe de 8. Le projet co-construit par un enseignant référent et l'animateur du collectif sur 5 journées peut donner lieu à la réalisation de supports de communication, de suivi d'essais, de diagnostics ou d'enquête.

Pour Vincent Picot, éleveur laitier responsable professionnel du GIEE « *Manche Agriculture de Conservation* », l'initiative est très positive : « *On était demandeur, parce que c'est important de montrer aux jeunes qu'il y a d'autres méthodes de production. Ça nous permet de nous remettre en question* ». Les étudiants ont été touchés par « *le temps qu'ils ont pris pour nous expliquer leurs techniques* ». Pour Tom Bouquerel, étudiant en BTS ACSE au CFA de Saint-Lô Thère, hors cadre familial et qui souhaite devenir ingénieur : « *On est la génération qui va reprendre, c'est à nous de faire bouger les choses* ».

« *Aller chez des agriculteurs innovants qui réfléchissent ensemble et s'investissent entraîne une dynamique de changement chez les étudiants. [...] Ils sont confrontés à des réalités de terrain qui leurs donnent l'occasion de réinvestir leurs connaissances en situation. [...] Les étudiants entendent le même discours tenu par des professionnels que celui que je tiens en classe. Cet écho assoit la crédibilité de ce qu'ils apprennent en formation* » (Marine Pizzala, enseignante en agronomie en BTS ACSE à Coutances, 2017) .

« Entrer dans un collectif, ça me plairait bien ! »

Valentin Marie, étudiant en BTS ACSE à Coutances (2015 2017) : « *Mon groupe a travaillé avec les agriculteurs du GIEE érosion des sols dans le granvillais. Nous avons fait des observations de terrain et des recherches bibliographiques. C'était très riche, nous avons échangé avec les techniciens de la Chambre d'Agriculture, du syndicat des bassins côtiers et les agriculteurs. Nous avons pu donner aux agriculteurs un regard extérieur sur leurs pratiques en retour. J'envisage de m'installer dans quelques années. Je trouve très intéressant de travailler en groupe et d'échanger sur les pratiques afin de s'améliorer. Entrer dans un collectif, ça me plairait bien !* »

Gabriele FORTINO et Emmanuel BON



En savoir + :

- 1 Propos recueillis par Dorothée Briand. <https://www.agriculteur-normand.com/le-test-du-slip-pour-comprendre-lagroecologie>
- 2 Conseiller en agronomie-productions végétales - Référent Thématique «Systèmes» Service Evolution des Pratiques - Direction Innovation Recherche Développement. Chambre d'agriculture de Normandie.
- 3 Délégué régional à l'ingénierie de formation (DRIF) Service régional de la formation et du développement. DRAAF de Normandie.



Les partenariats, un appui pour les projets locaux et régionaux – Exemple avec A.D.I.VALOR

L'enseignement agricole sollicite ou est sollicité par divers partenaires pour du partage de ressources et de moyens, pour de l'appui à la formation continue ou à de l'accueil de stagiaires, pour l'organisation d'actions spécifiques telles des concours, la participation à des événements, la mise en réseau, le développement de pratiques...

Sur la question des déchets d'agrofourniture, par exemple, A.D.I.VALOR (Agriculteurs, Distributeurs, Industriels pour la VALorisation des déchets agricoles) accompagne la mise en place de parcours pédagogiques « je trie des déchets : moi je recycle ! » dans des exploitations. Cette démarche est renforcée avec l'accord-cadre 2018-2021 entre le ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation et A.D.I.VALOR, bientôt prolongé jusqu'en 2024.

Une quarantaine d'établissements d'enseignement agricole sont engagés dans la démarche. D'autres participent simplement à des collectes sur leur territoire. Les équipements et panneaux pédagogiques installés permettent de mettre en place et de faire connaître les bonnes pratiques pour la gestion des bâches, ficelles, filets, bidons et emballages agricoles. Ces installations sont offertes par A.D.I.VALOR pour les premiers sites et avec de l'appui financier de régions (comme en PACA) pour du déploiement. Certains établissements du réseau CNEAP se sont équipés de bancs, produits à partir des déchets collectés. Outre l'intérêt de montrer aux apprenants une démarche collective et volontaire, c'est l'occasion d'aborder l'économie circulaire, le recyclage et de réfléchir à la réduction des déchets... En prévision, diverses actions articulées avec les 4 axes du plan EPA2 : des actions avec des écoresponsables, la visite de sites de collecte et de recyclage, un webinaire pour des directeurs d'exploitation et enseignants...

En savoir + : Article [« L'enseignement agricole engagé dans le recyclage des déchets d'exploitations »](#),

Contacts : claire.durox@educagri.fr, celine.reix@cneap.fr, r.ferret@adivalor.fr



Ex d'installation en cours de montage au lycée Robert Schuman à Chauny (CNEAP).



Ex d'installation à l'EPL de la Côte Saint André.



Des élèves du lycée de Davayé

Le 23 novembre 2021, les élèves du club solidarité du lycée Lucie Aubrac ont été invités à l'AFD (Agence Française de Développement) à Paris pour une journée riche en ateliers autour des objectifs du développement durable.

Les sujets abordés lors de ces ateliers ont été divers : les stéréotypes et les migrations, les négociations autour de la biodiversité, l'abolition de la peine de mort ... Pour chacun, des mises en situation, des jeux ont été conçus afin que les élèves repartent avec des connaissances et des idées d'actions à mener dans leur établissement.

Celui qui a le plus marqué les élèves a été l'atelier « *A vos micros pour Réinventer le Monde* » où ils ont enregistré une émission de radio en présence de M. Blanquer, Ministre de l'Éducation nationale, de la Jeunesse et des Sports. Les lycéens lauréats du concours de podcasts avec « *L'étiquette qui gratte* » ont d'abord rappelé les enjeux environnementaux et sociétaux de la production et consommation de vêtements qui se cachent derrière cette fiction. A la question du ministre « *Quelle compétence avez-vous mobilisée avec ce podcast ?* », Lucie a répondu « *Chercher des actions à mener dans notre lycée pour consommer moins et mieux* ».

Une journée forte et une belle récompense pour le travail accompli par les élèves du club solidarité, encadrés par Karine Boullay, animatrice du club au sein de l'établissement.



Élèves du club solidarité, du lycée Lucie Aubrac, ont rencontré M. Blanquer, Ministre de l'Éducation nationale, de la Jeunesse et des Sports, à l'AFD (Agence Française de Développement) à Paris

Ils l'ont dit haut et fort !

Les élèves du club solidarité du lycée de Davayé ont voulu clore la semaine Festisol, consacrée à des échanges et des témoignages sur le thème des migrants, par ce rassemblement devant le lycée le 26 novembre, brandissant le slogan « **MONDE SANS FRONTIÈRES** ».

Les élèves ont reçu la Ligue des Droits de l'Homme, l'ASTI, 100 pour un toit, le Secours populaire et Villages solidaires pour évoquer la problématique des migrants toute la semaine. Ils ont pu écouter également le témoignage d'un réfugié afghan et ont évoqué le camp de migrants installé pendant plusieurs mois à Mâcon en 2017.

« Une semaine très riche qui avait pour but de déconstruire les préjugés » selon l'expression même de Karine Boullay, l'enseignante animatrice du club. « Les migrants sont un plus économique et pas seulement l'image péjorative qu'on en donne trop souvent en ce moment. Les bénévoles des différentes associations ont expliqué aux lycéens ce qui pouvait être fait pour les aider, combien le parcours de la demande d'asile est compliqué et pourquoi les situations des jeunes migrants isolés sont très problématiques. »

Clarence, élève de terminale, impliqué dans le club, a donné son sentiment sur cette semaine : *« C'était super intéressant. Mes parents ont un appartement à Briançon. J'ai pu rencontré des migrants là-bas. Ce ne sont pas des envahisseurs ! Ils sont même très sympathiques quand on se donne la peine de discuter avec eux. Ils ont simplement besoin d'aide. Cette semaine, nous avons appris comment leur tendre la main, comment les aider plutôt que les rejeter. »*





L'empire du soleil levant s'invite à Cibeins !

Une rencontre autour du Japon a rassemblé 4 lycées agricoles au lycée de Cibeins le 25 septembre 2021. L'idée de la journée était de faire une « Matsuri » équivalent japonais de nos kermesses. Ce sont environ 90 personnes qui ont été réunies.

Après les discours d'ouverture de la journée « Matsuri », un cerisier a été planté dans le jardin du lycée, en signe d'amitié entre les deux pays (présence de M. Kuratomi, consul, M. Tsuzuki, vice consul et Mme Yuriko Nishikawa, chargée de communication).

Une conférence a suivi avec la présentation de producteurs de miso, de tofu, de wagyu et de légumes japonais. Le lycée Saint-Vincent de Saint-Flour a ensuite présenté son partenariat avec le lycée Shinonome près de Kobe. L'hôte de la journée, le lycée de Cibeins a pour sa part présenté son partenariat naissant avec le lycée de Kochi.

A la suite, une dégustation des produits amenés par les partenaires de la manifestation a eu lieu suivie d'un repas grâce à des « o bento » cuisinés par le restaurant Tomo à Lyon. Une troupe de danse traditionnelle Yosakoï est venue présenter un spectacle typique de la région de Kochi.

Enfin des ateliers ont été proposés à tous les participants. Ils ont pu s'exercer à une technique de pêche traditionnelle japonaise : le tenkara mais également à des ateliers créatifs: origami, dessin de mangas, gravure sur bois.

Les élèves sont retournés chez eux avec un sentiment de dépaysement total. Cet événement a pu se réaliser grâce au soutien conjoint du ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation pour la France et du ministère des Affaires Etrangères pour le Japon.

Contact : Franck COPIN, animateur du réseau Japon de l'enseignement agricole, franck.copin@cneap.fr



Accord mets et vins au lycée Nature

Les BTS Technico-commerciaux du lycée Nature de La Roche-Sur-Yon ont clôturé leur semaine de MIL (Module d'Initiative Locale) par un déjeuner gastronomique mettant à l'honneur les produits vendéens. Ils ont élaboré leur menu, choisi leurs produits et cuisiné sous la direction des chefs : Pierre Miecaze (parrain de cette édition 2021, Académie Culinaire de France), Jérôme Guicheteau (Restaurant le Karo) et Jean-Yves Le Marec (consultant culinaire).

Vendredi 26 novembre, ils ont assuré le service du déjeuner et la présentation de leurs accords mets et vins aux 16 heureux convives (élus, institutionnels, enseignants et équipe de direction) qui ont largement apprécié le professionnalisme et la qualité de ce repas.

Les étudiants, très motivés par cette action, ont acquis une ouverture sur le monde de la gastronomie et de nouvelles compétences humaines et professionnelles sous la direction de leurs prestigieux parrain et chefs.



Élèves de BTS Technico-commerciaux du lycée Nature de La Roche-Sur-Yon



ARRIVÉES À LA DGER

► **SEPTEMBRE****PANNETIER Marie**, au BAEVS/SDPOFE► **OCTOBRE****VIGNAL-GAUTRON Pascale**, au BEX/SDPOFE**BLOCH Valérie**, au BEC/SDES**NEVEU Bruno**, au BAFPC/SDPOFE► **NOVEMBRE****SOMMA Micaela**, stagiaire au PCOM**ALBIEN Laurie**, au BAFPC/SDPOFE**MAROT Françoise**, au BFES/SDES**LAURENT Jérôme**, au BEX/SDPOFE► **DÉCEMBRE****DROSS Agnès**, adjointe au chef du BMOPE/SDEDC**ROCHAS Amélie**, au BDAPI/SDICI**BA Moustapha**, au BDAPI/SDRICI

DÉPARTS DE LA DGER

► **OCTOBRE****GASPARETTO François** du BRECI/SDRICI, départ à la retraite**MERZOUG Barbara** du BEP/SDEDC, partie au CISIRH► **NOVEMBRE****BOUTELDJA Martine** du BFES/SDES, a rejoint la Direction générale des Douanes et Droits Indirects**FAUCOMPRE Pascal** du BDAPI/SDRICI, départ à la retraite**ZEMOULI Sandra** du BAEVS/SDPOFE, a rejoint le Ministère de l'intérieur► **DÉCEMBRE****LE CLOAREC Florianne** du BFES/SDES, départ à la retraite

MOBILITÉ INTERNE À LA DGER

► **SEPTEMBRE****BOUCHUT Fanny** ajointe au BMOPE/SDEDC vers cheffe du BEP/SDEDC

Suivez l'actualité de l'enseignement agricole !
Abonnez-vous, likez et partagez !

**LAVENTURE
DU VIVANT.FR**
RÉVÈLE TON TALENT

**À SAVOIR**

Toutes les informations relatives à la continuité pédagogique et à la réouverture des établissements sont dans le dossier «Coronavirus / Covid-19» de

**ChloroFil**

Par et pour les professionnels de l'enseignement agricole

informations ministérielles et inter-ministérielles,

- affiches et guides,
- foires aux questions,
- session des examens,
- ressources...

ACTU-DGER